

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/ACC/SPEC/OMN/6

8 mars 1999

(99-0912)

Groupe de travail de l'accession du Sultanat d'Oman

ÉLÉMENTS D'UN PROJET DE RAPPORT

1. Le gouvernement du Sultanat d'Oman a demandé à accéder à l'Organisation mondiale du commerce en avril 1996. À sa réunion du 26 juin 1996, le Conseil général a établi un groupe de travail chargé d'examiner la demande d'accession à l'Organisation mondiale du commerce présentée par le gouvernement du Sultanat d'Oman au titre de l'article XII de l'Accord de Marrakech instituant l'OMC. Le mandat et la composition du Groupe de travail de l'accession du Sultanat d'Oman figurent dans le document WT/ACC/OMN/4/Rev.3.

2. Le Groupe de travail s'est réuni les 30 avril et 28 novembre 1997, le 2 octobre 1998, [le 25 mars 1999] et ... sous la présidence de S.E. M. Munir Akram (Pakistan).

DOCUMENTS FOURNIS

3. Le Groupe de travail disposait, comme base de discussion, de l'Aide-mémoire sur le régime de commerce extérieur de l'Oman (WT/ACC/OMN/2), ainsi que des questions posées par les Membres sur ce régime et des réponses et autres renseignements donnés par les autorités omanaises (WT/ACC/OMN/5 et addenda 1 et 2; WT/ACC/OMN/6 et addendum 1; WT/ACC/OMN/9; WT/ACC/OMN/11; WT/ACC/OMN/12; WT/ACC/OMN/13; WT/ACC/OMN/14; ...), y compris les textes législatifs et autres documents énumérés à l'annexe I.

DÉCLARATIONS LIMINAIRES

4. Le représentant de l'Oman a rappelé que le Sultanat était un pays de longue tradition commerciale, s'étant trouvé au carrefour des échanges internationaux pendant des siècles. Conscient de l'importance du commerce mondial et de règles pour le régir, le Sultanat avait demandé à accéder à l'OMC dans la certitude que le système universel fondé sur des règles qu'appliquait cette organisation était le meilleur moyen d'assainir et d'affermir l'économie mondiale. Le gouvernement omanais se réjouissait à la perspective d'adhérer à l'OMC et de pouvoir contribuer au renforcement du système commercial multilatéral. Le Sultanat d'Oman s'était lancé dans l'aventure du développement

économique en 1970, sous la vigoureuse direction de Sa Majesté le Sultan Qabus ibn Saïd. Des progrès remarquables avaient permis à l'Oman de passer d'une économie de subsistance à une économie moderne pourvue d'une infrastructure avancée. Les efforts de développement du Sultanat étaient étayés par des politiques économiques judicieuses fondées sur le principe de la liberté des échanges. Cependant, malgré les progrès accomplis, l'Oman restait un pays en développement, dépendant d'une ressource épuisable unique. La part des produits manufacturés dans son PIB total était encore très restreinte, et ceux-ci ne représentaient qu'une infime fraction du total des exportations omanaises.

5. L'Oman était en train de mettre en œuvre de nouvelles mesures pour ouvrir son économie; l'exécution du programme de privatisation avançait sans à-coups, certaines lois et réglementations étaient en cours de révision, et l'on procédait à des changements institutionnels. L'Oman serait disposé à prendre des engagements concrets en matière de biens et de services et à accepter de se conformer aux règles de l'OMC, compte tenu de sa situation de pays en développement et conformément au principe de l'avantage mutuel. Le Sultanat était résolu à poursuivre ses efforts d'accession à l'OMC, sachant que son régime de commerce extérieur était pour la plus grande partie conforme aux dispositions des Accords de cette organisation. Il fallait cependant ajouter que les lois et réglementations existantes du Sultanat n'étaient pas encore toutes entièrement alignées sur ces dispositions, notamment pour ce qui concerne l'évaluation en douane et la propriété intellectuelle. L'Oman était prêt à assumer toutes les obligations prévues par les règles de l'OMC, mais reconnaissait qu'il lui faudrait un certain temps pour mettre ses lois en conformité avec les prescriptions de celle-ci.

6. Dans le cadre de leurs observations préliminaires, les membres du Groupe de travail ont déclaré accueillir favorablement et appuyer la demande d'accession de l'Oman à l'OMC. L'adhésion du Sultanat au système multilatéral fondé sur des règles consoliderait son économie ouverte et extravertie, renforcerait l'universalité de l'OMC et procurerait des avantages mutuels à l'Oman et aux autres Membres de l'OMC. Les membres du Groupe de travail prévoyaient que l'accession de l'Oman se ferait promptement.

7. Le Groupe de travail a examiné les politiques économiques et le régime de commerce extérieur de l'Oman, ainsi que les conditions éventuelles d'un projet de Protocole d'accession à l'OMC. Les opinions exprimées par les membres du Groupe de travail sur les divers aspects du régime de commerce extérieur du Sultanat et sur les conditions de son accession à l'OMC sont résumées ci-après, aux paragraphes 8 à ...

POLITIQUES ÉCONOMIQUES

Politique monétaire et politique budgétaire

8. Le représentant de l'Oman a déclaré que la mise en œuvre de la politique monétaire avait deux objectifs principaux: imprimer au système financier une orientation qui permette d'atteindre les objectifs à moyen et à long terme en matière d'élimination des déséquilibres internes et externes et atténuer les fluctuations des liquidités bancaires. La Banque centrale d'Oman ne cherchait pas pour l'instant à agir sur une variable monétaire en particulier, mais elle appliquait une politique monétaire concertée avec le gouvernement de manière à contribuer à la réalisation des objectifs formulés dans les plans quinquennaux. La Banque centrale était habilitée à utiliser un large éventail d'instruments de politique monétaire: réserves obligatoires, ratios de crédit, réescompte, troc de devises, opérations sur bons du Trésor et sur obligations de développement et émission de certificats de dépôt. Les taux d'intérêt des banques commerciales avaient été déréglementés, et tous les taux prêteurs, sauf ceux des prêts à la consommation ne dépassant pas 9 000 rials omani, étaient aussi librement déterminés par les mécanismes du marché.

9. La politique budgétaire du gouvernement omanais jouait un rôle très important dans l'économie nationale, étant donné que les dépenses publiques constituaient le moteur de l'activité économique. La principale source de recettes publiques était le secteur pétrolier, de sorte que les ressources de l'État étaient sensibles aux fluctuations du cours du pétrole. Parmi les objectifs du cinquième Plan quinquennal (1996-2000), l'Oman s'était fixé celui d'équilibrer les recettes et les dépenses publiques. Il était prévu de comprimer les dépenses courantes des ministères civils. L'État mettrait fin à l'accroissement de la dette extérieure nette, tout en stimulant l'épargne intérieure par l'émission d'obligations de développement. L'Oman s'efforçait aussi de réduire le recours aux prélèvements sur les fonds publics et verserait au Fonds national d'urgence toutes les recettes pétrolières correspondant à la fraction du prix dépassant 17 dollars EU le baril. Le gouvernement omanais avait aussi l'intention d'accroître la part des secteurs non pétroliers dans l'ensemble des recettes budgétaires.

10. L'impôt sur les bénéfices des sociétés était la seule contribution perçue par l'État omanais. Le taux d'imposition variait en fonction du degré de participation étrangère. Le taux d'imposition maximum des entreprises à 100 pour cent omanaises était de 7,5 pour cent. Les sociétés anonymes étaient assujetties au même taux maximum à condition qu'une part d'au moins 51 pour cent de leur capital soit détenue par des personnes physiques ou morales omanaises et qu'une fraction d'au moins 40 pour cent de leurs actions ait été offerte en souscription publique. Les sociétés anonymes qui ne remplissaient pas ces critères et les autres entreprises étaient assujetties à des taux s'échelonnant entre

15 et 25 pour cent, sous réserve d'une participation omanaise minimale de 10 pour cent. Les entreprises dont les intérêts étrangers représentaient plus de 90 pour cent étaient imposées suivant une échelle mobile jusqu'à un taux maximum de 50 pour cent. Les entreprises étrangères dépourvues d'établissement permanent sur le territoire omanais qui touchaient des redevances ou autres droits étaient assujetties à un impôt égal à 10 pour cent de leur chiffres d'affaires. Les sociétés d'exploration et de production pétrolières faisaient en général l'objet de règles d'imposition spéciales, formulées dans les accords de concession applicables. Le revenu tiré de la vente au détail de pétrole et de produits pétroliers était imposé à 55 pour cent. Les projets d'investissement étranger étaient exonérés pour cinq ans, et cette trêve fiscale pouvait être reconduite une fois. Les entreprises pétrochimiques ne faisaient l'objet d'aucune exonération spéciale hormis la trêve fiscale de cinq (ou de dix) ans. Le régime fiscal du Sultanat était en cours de réexamen.

11. Répondant à une question soulevée par un membre, le représentant de l'Oman s'est dit d'avis que les taux d'imposition préférentiels consentis aux entreprises omanaises ne pouvaient être considérés comme une subvention au sens de l'alinéa e) de la Liste exemplative de subventions à l'exportation figurant dans l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires, étant donné qu'ils n'étaient pas accordés au titre des exportations.

Régime de change et système de paiements

12. Le représentant de l'Oman a dit que le contrôle des changes était du ressort de la Banque centrale, mais que l'Oman n'avait pas de législation dans ce domaine. On pouvait obtenir librement des devises pour les paiements à l'étranger, les recettes d'exportation ou de réexportation ne faisaient l'objet d'aucune prescription, et il était permis de disposer librement de telles recettes en devises. Les paiements au titre des invisibles n'étaient soumis à aucune restriction. Les voyageurs pouvaient introduire dans le Sultanat ou en sortir n'importe quelle somme en monnaie nationale ou en devises. Le 19 juin 1974, l'Oman avait officiellement assumé les obligations énoncées aux sections 2, 3 et 4 de l'article VIII des Statuts du FMI. Les mouvements de capitaux ne faisaient pas non plus l'objet de restrictions.

13. Le cours de l'unité monétaire omanaise – le rial omani – était aligné sur celui du dollar EU (1 rial = 2,6008 dollars). La Banque centrale appliquait des taux acheteurs et vendeurs fixes contre le dollar, prévoyant une marge étroite de part et d'autre de la parité. Les taux pratiqués par les banques commerciales pour les autres devises étaient fondés sur les taux du marché londonien. Ni les achats ni les ventes de devises ne faisaient l'objet de taxes ou de primes.

Régime d'investissement

14. Le représentant de l'Oman a expliqué que son gouvernement cherchait à encourager l'investissement privé, qu'il soit étranger ou intérieur, dans le dessein de diversifier les sources de revenu national afin de réduire progressivement la dépendance du pays à l'égard du pétrole en stimulant le développement du secteur manufacturier, des services, de l'agriculture, de la pêche et du tourisme. L'incitation à l'investissement avait aussi pour objectifs la création d'emplois pour le nombre croissant d'Omanais instruits, le développement des capacités de gestion et des compétences techniques omanaises, l'implantation sur les marchés extérieurs au moyen des circuits de commercialisation du secteur privé étranger et la stimulation de la participation étrangère aux projets importants à prédominance de capital. La législation omanaise prévoyait que les projets financés au moyen de capitaux étrangers ne pouvaient faire l'objet de mesures d'expropriation ou de confiscation, sinon pour des motifs d'intérêt public (par exemple en cas de crise intéressant l'État ou la nation) et moyennant indemnisation. Le rapatriement des capitaux et des bénéficiaires n'était soumis à aucune restriction.

15. La Loi sur les sociétés commerciales autorisait la constitution en Oman de sociétés en nom collectif, en commandite, anonymes, à responsabilité limitée et de portefeuille, ainsi que de coentreprises. Les investisseurs étrangers pouvaient choisir l'une ou l'autre de ces formes, sous réserve des dispositions de la Loi sur l'investissement étranger. Celle-ci autorisait les ressortissants étrangers à exercer une activité économique dans le Sultanat par l'intermédiaire d'entreprises licenciées sur son territoire ou inscrites au Registre du commerce d'Oman, ou en vertu de contrats spéciaux sanctionnés par décret royal.

16. Le représentant de l'Oman a fait observer qu'il y avait lieu d'assurer une participation suffisante des investisseurs omanais au développement de l'économie nationale. La Loi sur l'investissement étranger prévoyait l'examen, aux fins d'autorisation, de tous les investissements étrangers. Selon cette loi, les investisseurs étrangers avaient le droit de détenir une part maximale de 49 pour cent des entreprises dont le capital s'élevait à au moins 150 000 rials omani (390 000 dollars EU); la part maximale pouvait être portée à 65 pour cent avec l'approbation du Ministre du commerce et de l'industrie, sur la recommandation du Comité des investissements étrangers. Les étrangers pouvaient être autorisés à contrôler à 100 pour cent les projets dont le capital total dépassait 500 000 rials omani (1,3 million de dollars EU), à condition que ces projets contribuent à l'économie nationale. Cependant, ce niveau de contrôle devait être approuvé par le Conseil des ministres, sur la recommandation du Ministre du commerce et de l'industrie. Les projets étaient évalués au cas par cas. En règle générale, seraient considérés comme contribuant à l'économie

nationale: l'investissement, hors de la zone métropolitaine, dans une industrie d'importance stratégique pour le développement économique de l'Oman; un transfert de technologie; et la mise en œuvre d'une nouvelle technologie propre à améliorer l'infrastructure. Les cabinets étrangers de comptabilité et d'audit devaient avoir un associé omanais détenant au moins 35 pour cent du capital total. Les personnes physiques et morales étrangères n'étaient généralement pas autorisées à acquérir la pleine propriété d'un bien-fonds, sauf par décret royal, mais pouvaient conclure des baux de 50 ans reconductibles. Elles pouvaient aussi, moyennant une autorisation spéciale, construire des logements temporaires pour leurs salariés. L'investissement étranger dans des entreprises disposant d'un capital égal ou inférieur à 150 000 rials omani était interdit dans les faits.

17. Un membre a exprimé l'opinion que les conditions de l'investissement étranger étaient souvent décidées au cas par cas. Le représentant de l'Oman n'était pas de cet avis.

Propriété publique et privatisation

18. Le représentant de l'Oman a déclaré que la privatisation s'inscrivait dans un programme du gouvernement axé sur le développement durable. La priorité en matière de privatisation était accordée aux services exploités sur une base commerciale tels que l'évacuation des eaux usées, l'électricité, la distribution d'eau, les télécommunications, la voirie et les postes. Des entreprises privées assuraient le fonctionnement des centrales électriques et des usines de désalinisation dans le cadre de contrats d'exploitation et de gestion. Le gouvernement omanais envisageait de privatiser une part de 30 pour cent de l'Organisation générale des télécommunications (OGT), et les services postaux seraient confiés au secteur privé après l'an 2000. Plutôt que de procéder à un transfert rapide des biens de l'État, on privatiserait progressivement. L'Oman n'envisageait pas pour l'heure de privatiser la télévision ni la radiodiffusion. La Loi de 1994 sur l'investissement étranger encourageait la participation étrangère (jusqu'à concurrence de 49 pour cent) aux projets de privatisation. Le produit de la vente des biens de l'État serait versé au Fonds de réserve générale de l'État. L'exécution de certains des projets de privatisation – les systèmes d'égouts de Mascate et de Salalah, la restructuration de l'OGT, les projets d'électricité de Salalah, Sharqiya, Manah et Ghubra, et les travaux de distribution d'eau de Dhahira, de Sharqiya et de la région de Nadj – était déjà très avancée.

19. Le gouvernement omanais avait aussi pris des mesures pour transférer au secteur privé les intérêts de l'État dans le secteur agroalimentaire. C'est ainsi que deux usines de transformation de dattes avaient été privatisées. Tous les intrants et services agricoles seraient désormais fournis par le secteur privé.

Politique de prix

20. Le représentant de l'Oman a dit que le gouvernement fixait les prix (plafonds) du pétrole, de l'électricité, de l'eau et des télécommunications, compte tenu des besoins et du bien-être de la population. Ces prix étaient contrôlés, que l'entreprise soit exploitée par l'État ou par le secteur privé. Les tarifs ne pouvaient être modifiés sans l'autorisation du gouvernement. Les prix du pétrole et des services de télécommunication étaient les mêmes pour tous les usagers. L'OGT établissait les droits de télécommunication dans des conditions monopolistiques, en tenant compte des recommandations de l'UIT inspirées de l'évolution des coûts. Les prix des télécommunications avaient baissé quatre fois depuis 1980. La distribution d'électricité et d'eau était subventionnée, et les redevances étaient moins élevées pour les abonnés domestiques que pour les usagers industriels et commerciaux. L'eau coûtait 2 baizas le gallon aux ménages, et 3 aux usagers commerciaux et industriels. Pour ce qui concerne l'électricité, les abonnés domestiques payaient de 10 à 30 baizas le kWh, selon la consommation mensuelle, tandis que le tarif des usagers commerciaux et industriels était fixé à 24 baizas le kWh pendant l'été (de mai à août) et à 12 baizas le kWh l'hiver (de septembre à avril).

21. Un membre a demandé à en savoir plus sur les raisons pour lesquelles les prix du pétrole et des télécommunications étaient fixés à un niveau supérieur à celui du marché mondial et sur les motifs justifiant le subventionnement de la distribution d'eau et d'électricité. Le représentant de l'Oman a répondu en disant que son gouvernement était en train d'étudier la possibilité de privatiser une proportion de 30 pour cent de l'OGT dans le cadre d'un plan complet de restructuration de celle-ci. La transformation de l'OGT en une entité privée opérant dans un contexte de libre concurrence conduirait à un réexamen global des tarifs à une étape ultérieure. Les prix des télécommunications dans le Sultanat étaient actuellement comparables à ceux de n'importe quel pays en développement ou développé. Le gouvernement omanais avait augmenté les prix intérieurs du pétrole pour des raisons budgétaires et pour inciter les consommateurs à une utilisation plus mesurée des produits pétroliers. On différenciait les prix de l'électricité pour des raisons sociales et pour étayer le développement des industries naissantes. Les autorités omanaises étaient en train d'étudier un projet de réforme de la tarification de l'électricité et de la distribution d'eau axé sur l'harmonisation des prix, ainsi que des stratégies possibles de privatisation de ces services.

22. Répondant à une question soulevée par un membre, le représentant de l'Oman a précisé que le contrôle des prix n'était appliqué qu'aux biens et services mentionnés aux [paragraphe 20 et 21]. Le gouvernement omanais ne projetait pas pour l'instant de déréglementer les prix.

Politique en matière de concurrence

23. Le représentant de l'Oman a déclaré que la politique économique de son gouvernement était fondée sur le principe de la liberté des échanges et que le Sultanat ne disposait pas de loi portant expressément sur la concurrence.

CADRE POUR L'ÉLABORATION ET L'APPLICATION DES POLITIQUES

24. Le représentant de l'Oman a dit que Sa Majesté le Sultan était le chef de l'État et du gouvernement et l'autorité suprême du pays. Le Conseil des ministres, qui tenait son autorité de Sa Majesté le Sultan, était le plus haut organe exécutif du Sultanat. Le Conseil des ministres s'occupait des questions liées aux fonctions administratives de l'État, aux politiques intérieures et aux rapports avec l'étranger, notamment des conventions, chartes et traités. Il soumettait ses recommandations à l'approbation de Sa Majesté le Sultan. Les fonctions et sphères de compétence des ministères étaient établies ou modifiées par décret royal. Chaque ministre, assisté de un ou plusieurs sous-secrétaires, était chargé d'exécuter les programmes ressortissant à son ministère. Sa Majesté avait créé divers conseils spécialisés, par exemple le Conseil des ressources financières et énergétiques, pour contribuer à l'établissement, à l'étude et à la formulation de propositions et de plans se rapportant à des aspects déterminés du développement. Aucun de ces conseils ne s'occupait de commerce extérieur. Il n'y avait pas de gouvernements sous-centraux en Oman.

25. Le système juridique omanais était fondé sur les lois promulguées par Sa Majesté et les décrets royaux. L'Oman n'avait pas de corps législatif habilité à adopter ou à modifier des lois. Les conventions, chartes internationales et traités internationaux étaient signés par Sa Majesté ou par une personne qu'elle désignait. Dans ce dernier cas, l'instrument en question devait être ratifié par Sa Majesté. Après la signature ou la ratification, les traités, conventions et chartes étaient intégrés dans le droit national à compter de la date de leur publication au Journal officiel, ou à une autre date décidée par Sa Majesté. Les lois et les décrets royaux entraient aussi en vigueur à la date de leur publication au Journal officiel ou à compter de toute autre date déterminée de même. Toutes les lois, tous les règlements d'application et d'exécution, ainsi que les décisions ministérielles importantes étaient publiés au Journal officiel, mais pas les décisions administratives courantes.

26. La hiérarchie des lois et réglementations omanaises était la suivante: i) la Loi fondamentale (ou Constitution), ii) les décrets royaux, iii) les règlements d'application et d'exécution et iv) les décisions ministérielles et administratives. Les documents constituant l'ensemble des modalités d'accession à l'OMC seraient soumis par le Ministre du commerce et de l'industrie au Conseil des ministres, lequel les soumettrait à son tour, avec ses recommandations, à Sa Majesté le Sultan pour

ratification. Un décret royal serait pris après la ratification. Le représentant de l'Oman a confirmé que l'accession de l'Oman à l'Accord sur l'OMC serait entérinée soit par la signature de Sa Majesté le Sultan, soit par sa ratification de la signature d'une personne désignée par lui. Le Majlis Ash-Shura et le Majlis ad-Dawla n'auraient aucun rôle à jouer dans l'approbation ou la ratification de l'ensemble des modalités d'accession de l'Oman.

27. Le représentant de l'Oman a expliqué que le système judiciaire de Sultanat se composait i) des tribunaux religieux (qui appliquaient la Charia), ii) des tribunaux pénaux (d'instance) et iii) de l'Office de règlement des différends commerciaux, tribunal à la fois judiciaire et de commerce. Ce dernier tribunal avait autorité sur tous les différends de nature commerciale et autres dont il était saisi conformément à la loi, et les litiges entre le secteur privé et les ministères et autres organismes d'État étaient aussi de son ressort. L'Office de règlement des différends commerciaux remplissait ses fonctions judiciaires en toute indépendance par rapport à l'exécutif. Le Ministère de la justice était en train d'examiner le rôle de l'office en fonction de l'OMC et des accords multilatéraux de commerce.

28. Un corps récemment institué, le Tribunal de commerce, avait compétence pour régler les différends commerciaux intéressant le secteur privé, les ministères ou autres organismes d'État ainsi que les établissements généraux. Ce tribunal se composait d'un président et de juges nommés par décret royal et comprenait des chambres de première instance et une chambre d'appel. Il était possible de porter appel de décisions du fisc et de conflits de travail devant le Tribunal de commerce, lequel constituait aussi un organe indépendant de réexamen de décisions administratives. Toutes les décisions des ministères et autres organismes d'État influant sur le commerce international pouvaient faire l'objet de recours devant le Tribunal de commerce.

29. Un membre a demandé à l'Oman une déclaration ferme touchant la façon dont importateurs et exportateurs pouvaient exercer le droit de faire opposition aux décisions gouvernementales prévu dans les Accords de l'OMC, y compris le droit à des décisions indépendantes garanti par l'article X:3 du GATT de 1994. Le représentant de l'Oman a répondu que la Loi fondamentale (ou Constitution) du Sultanat prévoyait le droit d'attaquer toutes décisions administratives devant les tribunaux. L'Oman avait examiné les fonctions du Tribunal de commerce par rapport au droit de recours prévu dans les Accords de l'OMC et avait conclu que ce tribunal ne remplissait probablement pas toutes les prescriptions relatives aux procédures de révision du GATT et des Accords de l'OMC. Des lois portant expressément sur le droit de faire opposition aux décisions gouvernementales prévu dans les Accords de l'OMC, y compris à l'article X du GATT de 1994, seraient promulguées sous peu.

POLITIQUES AFFECTANT LE COMMERCE DES MARCHANDISES

Droits des importateurs et des exportateurs

30. Le représentant de l'Oman a déclaré que les opérations d'importation n'étaient subordonnées à aucune prescription spéciale en matière d'enregistrement. Toute personne physique ou morale enregistrée auprès du Ministère du commerce et de l'industrie conformément aux lois applicables - c'est-à-dire la Loi sur le commerce, la Loi sur les sociétés commerciales et la Loi sur l'investissement étranger - était autorisée à exercer des activités d'exportation. Pour exercer des activités commerciales dans le Sultanat, les personnes morales devaient présenter au Ministère du commerce et de l'industrie une demande d'enregistrement ainsi que leurs statuts et les documents identifiant les associés ou les membres du conseil d'administration. Les sociétés par actions et les entreprises assujetties à la Loi sur l'investissement étranger devaient avoir rempli les formalités requises au titre de la Loi sur les sociétés commerciales et de la Loi sur l'investissement étranger, respectivement, avant de présenter une demande d'inscription au Registre du commerce. Une fois enregistrées, les entreprises pouvaient exercer des activités d'importation ou de distribution de produits importés, à condition que ces activités soient prévues dans leurs statuts. Les entreprises inscrites au Registre du commerce pouvaient faire modifier leur enregistrement et acquérir le droit de pratiquer le commerce extérieur; il leur suffisait de modifier leurs statuts en conséquence avant de présenter une demande de modification de leur enregistrement.

31. Les rapports entre un mandant/fournisseur et son représentant commercial dans le Sultanat étaient régis par la Loi sur les bureaux de représentation. "Représentant commercial" s'entendait d'une personne physique ou morale qui pratique ou s'emploie à promouvoir la vente et la distribution de marchandises ou fournit des services en qualité d'agent, de représentant ou d'intermédiaire du fabricant ou du fournisseur. Seules les personnes physiques de nationalité omanaise et les personnes morales appartenant pour au moins 51 pour cent à des Omanais pouvaient être retenues comme représentants commerciaux. Les personnes physiques étrangères n'étaient pas autorisées à exercer des activités d'importation ou de distribution de produits importés dans le Sultanat. Les sujets omanais pouvaient se faire inscrire au Registre du commerce à condition de ne pas avoir de casier judiciaire, de ne pas avoir été impliqués dans des procédures de faillite et d'être âgés d'au moins 18 ans. Les ressortissants des autres pays membres du Conseil de coopération du Golfe (CCG) étaient traités sur le même pied que les sujets omanais, conformément à l'article 8 de l'Accord d'union économique. Mais cet article, mis en œuvre progressivement, ne garantissait pas aux ressortissants des autres pays membres du CCG le droit d'exercer des activités de représentation commerciale dans le Sultanat.

32. Un membre a fait observer qu'il faudrait modifier la Loi sur les bureaux de représentation pour la mettre en conformité avec les dispositions relatives au traitement national de l'article III du GATT avant l'accession. Des dispositions nationales à son avis analogues à celles de la Loi omanaise sur les bureaux de représentation avaient été jugées incompatibles avec l'article III:4 dans des rapports de groupes spéciaux du GATT. Le représentant de l'Oman ne voyait pas de contradiction entre la Loi sur les bureaux de représentation et les dispositions de l'article III du GATT. Les entreprises étrangères n'ayant pas d'établissement en Oman pouvaient y exporter des marchandises par l'intermédiaire de tout importateur ou distributeur inscrit au Registre omanais du commerce, sans avoir recours à un représentant commercial. Dans le Sultanat, les importateurs n'étaient pas tenus de passer par un représentant commercial. Les personnes physiques et morales pouvaient importer des marchandises pour leur propre usage sans autre restriction que l'obligation de payer, le cas échéant, les droits de douane. Les marchandises produites en Oman ne pouvaient y être distribuées que par l'intermédiaire de personnes physiques ou morales inscrites au Registre du commerce comme distributeurs.

33. Le représentant de l'Oman a confirmé que les personnes physiques ou morales souhaitant exercer des activités d'importation ou d'exportation de marchandises ne faisaient pas l'objet de prescriptions d'enregistrement spéciales, sauf dans les limites prévues par les Accords de l'OMC. Il a aussi confirmé que l'aptitude des personnes physiques ou morales à importer ou à exporter des marchandises n'était pas restreinte en fonction de leur domaine d'activité ni des caractéristiques de leur enregistrement et qu'elles pouvaient facilement modifier celui-ci en vue de pratiquer le commerce extérieur. Il a en outre confirmé que les entreprises souhaitant exercer des activités de commerce extérieur ne faisaient pas l'objet de restrictions quant au montant du capital ou à la nationalité, et que les critères de l'inscription au Registre du commerce étaient publiés au Journal officiel et d'application générale.

Négociations sur l'accès aux marchés

[Partie à compléter – L'offre initiale relative aux marchandises a été distribuée sous la cote WT/ACC/SPEC/OMN/3 (document en date du 24 octobre 1997). Les statistiques du commerce extérieur pour 1997 ont été communiquées (sur support papier) au Secrétariat, en juillet 1998.]

A. RÉGLEMENTATION DES IMPORTATIONS

Code douanier

34. Le représentant de l'Oman a dit que le Sultanat utilisait le Système harmonisé de 1988 pour l'établissement de ses statistiques. Le Sultanat prévoyait de mettre en œuvre d'ici à juin 1999 le Système harmonisé de 1996 au niveau des positions tarifaires à six chiffres pour la classification des produits à des fins douanières.

Droits de douane proprement dits

35. Le représentant de l'Oman a fait observer que les taux actuellement appliqués n'avaient fait l'objet d'aucune révision depuis 1986. Le taux de droits moyens pondérés NPF était de 2,7 pour cent en 1994. Étaient exempts de droits les produits et groupes de produits suivants: semences, engrais et plantes vivantes (y compris les fleurs); fruits et légumes frais; riz, blé, farine de blé, orge, maïs et sucre; lait condensé, sucré, évaporé, en poudre ou stérilisé, mais non aromatisé; huiles et graisses de cuisson, non compris le beurre et la margarine; viandes, fraîches ou surgelées; thé; ciment; livres sous forme imprimée; outillage agricole; insecticides (formulés pour l'agriculture); or et argent en lingots; et monnaies, y compris les souverains en or. Ces droits nuls étaient appliqués en régime NPF. Les autres produits étaient assujettis à des droits d'importation de 5 pour cent, à l'exception des dattes (20 pour cent), des bananes (25 pour cent), des tabacs bruts et fabriqués (50 pour cent), des boissons alcooliques (100 pour cent) et de la viande de porc et des produits du porc (100 pour cent). Tous les droits de douane étaient *ad valorem*. L'Oman n'appliquait pas de droits saisonniers.

36. Répondant à une question sur ce point particulier, le représentant de l'Oman a confirmé que le ciment était exempt de droits et qu'un taux de 5 pour cent était appliqué aux produits de polyuréthane, à la peinture et aux tuyaux. Les intéressés qui souhaitaient une révision tarifaire pouvaient s'adresser au Ministère des finances, qui formulerait une recommandation à l'intention du Conseil des ministres, lequel décidait en dernière instance.

Autres droits et impositions perçus sur les importations mais pas sur la production nationale

37. Le représentant de l'Oman a déclaré que, mis à part les droits de douane proprement dits, l'Oman ne percevait pas à l'importation ou à l'occasion de l'importation de droits ou impositions de quelque nature que ce soit, conformément à l'article II:1 b) du GATT de 1994.

38. Le représentant de l'Oman a déclaré que l'Oman ne percevait pas sur les importations d'autres droits ou impositions que les droits de douane proprement dits et les redevances pour services rendus.

Toutes redevances de cette nature perçues sur les importations après l'accession le seraient conformément aux dispositions de l'OMC. Il a en outre confirmé que l'Oman n'inscrirait pas d'autres redevances dans sa liste d'engagements concernant l'accès au marché des biens établie au titre de l'article II:1 b) du GATT de 1994, consolidant ces redevances à zéro.

Contingents tarifaires, exemptions de droits

39. Le représentant de l'Oman a déclaré que le Sultanat ne pratiquait pas le contingentement tarifaire. Tous les produits importés pour les besoins de l'État et non destinés à la revente dans le commerce étaient exempts de droits d'importation. Étaient aussi exempts de droits de douane les machines, le matériel et les matières premières importés à des fins de production pour les projets d'investissement. Il en allait de même pour les produits importés par les missions diplomatiques. Les produits importés au titre de l'aide humanitaire faisaient l'objet d'un examen au cas par cas, et leur exemption dépendait du besoin de l'aide et de la réputation de l'organisme d'aide. Tous les produits en provenance des autres pays membres du Conseil de coopération du Golfe pouvaient être importés en franchise de droits dans le cadre de l'Accord de libre-échange du CCG.

Impositions pour services rendus

40. Le représentant de l'Oman a dit que la Société des services portuaires, société commerciale dans laquelle l'État détenait une part de 35 pour cent et faisant partie du Ministère des communications, fournissait des services de manutention à quai, d'entreposage et de perception de surestaries pour tous les produits importés, dans le cadre d'un contrat conclu avec l'Administration portuaire. La Société des services portuaires était le seul fournisseur de ces services, mais d'autres entreprises seraient plus tard admises à passer des marchés avec l'Administration portuaire. Pour l'heure, celle-ci n'encourageait pas les autres entreprises à entrer sur ce marché étant donné la petite taille du port. La Société des services portuaires percevait certaines impositions et redevances pour services rendus, dont la liste est donnée au tableau 1 (voir l'annexe).

41. Le représentant de l'Oman a confirmé que les redevances que percevait la Société des services portuaires seraient conformes à l'article VIII du GATT de 1994.

Application de taxes intérieures aux importations

42. Le représentant de l'Oman a déclaré que le Sultanat ne percevait de taxes intérieures – taxe à la valeur ajoutée, taxe de vente ou droits d'accises – ni sur les produits importés ni sur les produits d'origine nationale.

Restrictions quantitatives à l'importation, y compris prohibitions, contingents et régimes de licences

43. Le représentant de l'Oman a communiqué une liste des marchandises prohibées à l'importation, reproduite au tableau 2 (voir l'annexe). Aucun des articles prohibés n'était produit dans le Sultanat. Les produits pétroliers que la raffinerie omanaise pouvait fournir en quantité suffisante pour satisfaire aux besoins intérieurs étaient prohibés à l'importation. Les importations de lait frais et de longue conservation et d'œufs étaient contingentées par le Ministère de l'agriculture et de la pêche, sur toute l'année pour le lait, et de juin à septembre pour les œufs. Ces dernières années, le contingent estival des œufs s'était élevé à 840 tonnes, et le contingent mensuel du lait à 204 250 tonnes. L'Office public de commercialisation des produits agricoles contingentait annuellement l'importation des fruits et des légumes. Les contingents étaient fixés en fonction des prévisions de la production et de la demande intérieure. La marguerite était considérée comme une plante narcotique et prohibée à l'importation pour des raisons de santé publique.

44. L'importation de postes émetteurs-récepteurs et de postes de TSF était subordonnée à l'autorisation du Ministère des postes, télégraphes et téléphones (PTT). En attendant l'homologation, les PTT délivreraient des licences provisoires d'importation. Les PTT autorisaient l'utilisation des radiofréquences que nécessitait ce matériel. Ce ministère fondait ses autorisations sur des normes convenues au niveau international telles que celles de l'UIT et de la CEPT. Le matériel de télécommunication destiné à être connecté au réseau de l'OGT devait être homologué et autorisé par celle-ci; s'il nécessitait des radiofréquences, il devait également être approuvé par les PTT. En cas d'incompatibilité entre les décisions de l'OGT et des PTT, c'est la décision des PTT qui primait. Pour être homologué, le matériel de télécommunication devait remplir des normes liées aux radiofréquences, à la radioprotection, à la signalisation (le cas échéant) et à l'interface (s'il devait être interconnecté).

45. Le représentant de l'Oman a fourni des renseignements détaillés sur le régime de licences d'importation dans le document WT/ACC/OMN/5/Add.2. Ce régime servait à l'administration des restrictions quantitatives à l'importation d'œufs et de lait frais. Les contingents globaux étaient publiés dans la presse locale, mais la quantité attribuée à chaque importateur n'était pas publiée. Les licences étaient attribuées aux importateurs en fonction de leurs importations effectives de l'année précédente, et aucune disposition n'était arrêtée pour les nouveaux venus. La fraction non utilisée des attributions n'était pas ajoutée aux contingents d'une période ultérieure, et les licences n'étaient pas transférables. Les licences étaient délivrées après un délai d'examen de un à deux jours, moyennant un droit de 2 000 rials omani par licence. La durée de validité de chaque licence s'inscrivait entre un et quatre mois.

46. Le représentant de l'Oman a déclaré que, dès son accession, le Sultanat mettrait fin à la prohibition à l'importation de produits pétroliers et aux restrictions quantitatives dont faisaient l'objet les fruits et légumes, les œufs, le lait frais et le lait de longue conservation. L'Oman ne soumettrait pas à restrictions l'importation de fruits et de légumes, sauf dans la mesure où le permettaient les dispositions des Accords de l'OMC. Il s'engageait également à ne pas établir de nouveaux contingents d'importation.

Évaluation en douane

47. Le représentant de l'Oman a dit que le système d'évaluation en douane actuellement appliqué dans le Sultanat était de forme simple, dépourvu de règles détaillées et non assujéti à des lois ou des règlements écrits. Ce système était fondé sur la valeur transactionnelle, coût, assurance et fret compris (base c.a.f.). Si la valeur transactionnelle n'était pas acceptée, la valeur des marchandises importées était déterminée sur la base du prix de facture de marchandises identiques ou similaires importées à une date antérieure. On n'utilisait pas de prix minimaux dans le calcul de la valeur des importations. L'Oman ne disposait pas de réglementations écrites concernant la révision des décisions relatives à la classification douanière, à l'évaluation ou à la détermination des droits. Une partie s'estimant lésée pouvait d'abord s'adresser à l'agent des douanes responsable du port, de l'aéroport ou du poste frontière en question; si la décision de cet agent ne la satisfaisait pas, elle pouvait porter un recours devant le Directeur général des douanes.

48. Le représentant de l'Oman a déclaré que son pays devait élaborer des lois et réglementations sur l'évaluation en douane qui soient conformes à l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VII de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 (ou Accord sur l'évaluation en douane). L'Oman demanderait une assistance technique aux organismes internationaux et aux Membres de l'OMC et, après avoir étudié la structure et l'interprétation d'une telle législation, commencerait à en rédiger les textes. En outre, il lui fallait établir des instructions administratives, des lignes directrices et des guides pour l'application des dispositions, et l'Oman demanderait aussi une assistance technique à cette fin. Tous les agents participant aux opérations des douanes auraient besoin de suivre une formation approfondie relativement à la législation, aux procédures et aux techniques. Le Sultanat projetait en conséquence de lancer et d'exécuter un vaste programme de formation à l'intention des douaniers, des importateurs et des courtiers en douane, avec l'aide du Secrétariat de l'OMC, de l'Organisation mondiale des douanes et des Membres de l'OMC.

49. Un membre s'est déclaré préoccupé du fait que l'Oman ne semblait pas prévoir de mettre en œuvre l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane à compter de la date de son accession, estimant

que la mise en œuvre complète de cet accord faisait partie intégrante de l'ensemble des modalités d'accession à l'OMC.

50. Le représentant de l'Oman a répondu en présentant un plan d'action pour la mise en œuvre de l'Accord sur l'évaluation en douane, distribué sous la cote WT/ACC/OMN/13. L'Oman avait pris des dispositions pour adhérer à l'Organisation mondiale des douanes [avant la fin de 1998]. Le Sultanat avait invité l'OMC et l'OMD à lui communiquer une loi type sur l'évaluation en douane et il étudiait par ailleurs les lois sur l'évaluation en douane de certains Membres de l'OMC. Au début de 1998, le Département des douanes avait créé un groupe de travail pour faire une étude approfondie de l'Accord sur l'évaluation en douane. Ce groupe de travail se réunissait chaque mois pour étudier les dispositions de l'Accord et les moyens de le mettre en œuvre, notamment le lancement d'un programme de formation des agents des douanes. Le plan d'action omanais prévoyait les mesures et échéances ci-dessous pour la mise en œuvre intégrale de l'Accord sur l'évaluation en douane à compter du 1^{er} janvier 2002:

Décembre 1998:	entreprendre la rédaction d'un projet de loi sur l'évaluation en douane, inspiré d'une loi type sur l'évaluation en douane et des lois de certains Membres de l'OMC;
Début 1999:	lancer un programme de formation à l'intention des agents des douanes;
Juin 1999:	achever le projet de loi;
Juillet 1999:	communiquer le projet de loi à l'OMC et à l'OMD pour observations;
Septembre 1999:	établir une version révisée du projet de loi, compte tenu des observations formulées par l'OMC et l'OMD;
Quatrième trimestre de 1999:	engager le processus législatif;
Septembre 2000:	achever le processus législatif;
Décembre 2000:	promulguer la nouvelle loi sur l'évaluation en douane par décret royal;
Fin 2000:	achever l'exécution du programme de formation à l'intention des agents des douanes;
Septembre 2001:	élaborer un règlement d'application, des directives administratives et des guides.

51. Après examen du plan d'action omanais, certains membres ont exprimé l'opinion que le Sultanat pourrait accélérer la mise en œuvre de l'Accord sur l'évaluation en douane. Un membre se demandait si l'Oman ne pourrait pas entreprendre plus tôt l'élaboration du règlement d'application, des

directives administratives et des guides, de sorte qu'il lui soit possible d'appliquer un système d'évaluation en douane conforme à l'OMC d'ici à la fin de l'an 2000. Le représentant de Sultanat a répondu qu'il estimait raisonnable le plan d'action omanais et que les travaux ne pouvaient être accélérés parce que l'Oman devait partir de zéro dans ce domaine.

Autres formalités douanières

52. Le représentant de l'Oman a déclaré que le Sultanat n'appliquait pas de règles d'origine aux échanges non préférentiels. La preuve de l'origine n'était requise que pour les produits en provenance des pays du CGC; le critère, dans ce cas, était que les marchandises devaient incorporer au moins 40 pour cent de valeur ajoutée dans ces pays. Le certificat d'origine était accepté comme preuve de l'origine.

53. Un membre a formulé le souhait que l'Oman mette en œuvre les dispositions de l'OMC sur les règles d'origine dans le cadre de son régime de commerce extérieur. Le représentant de l'Oman a répondu que le Sultanat remplirait ses obligations au titre de l'Accord sur les règles d'origine à compter de son accession.

54. Concernant le dédouanement, le représentant de l'Oman a expliqué que les marchandises pouvaient être autorisées à sortir dès que les formulaires avaient été remplis, l'examen effectué et (le cas échéant) les droits d'importation acquittés. Les marchandises pouvaient aussi être entreposées, auquel cas les droits étaient perçus au moment de la mise à la consommation. Les procédures douanières prévoyaient la possibilité de dédouaner les marchandises même dans les cas où l'importateur ne détenait pas les documents nécessaires, sous réserve du versement des droits estimatifs et d'une caution, qui étaient partiellement remboursés, s'il y avait lieu, sur production des documents requis. Les formalités douanières pouvaient être remplies avant l'arrivée des marchandises au port ou à l'aéroport. Il était possible de faire opposition aux décisions des douanes par voie administrative ou devant les tribunaux.

Inspection avant expédition

55. Le représentant de l'Oman a déclaré que le Sultanat n'exigeait pas d'inspection avant expédition à des fins d'évaluation ou de certification. Il a confirmé que, si un système d'inspection avant expédition était mis en place, il fonctionnerait conformément aux dispositions et prescriptions de l'OMC, notamment celles de l'Accord sur l'inspection avant expédition et de l'Accord sur l'évaluation en douane.

Régimes antidumping, des droits compensateurs et des sauvegardes

56. Le représentant de l'Oman a déclaré que, à l'heure actuelle, le Sultanat n'avait pas de législation des droits antidumping, des droits compensateurs ou des mesures de sauvegarde. S'il était vrai que la Loi sur l'organisation et la promotion de l'industrie contenait une disposition habilitant le gouvernement à augmenter les droits de douane sur les marchandises similaires à celles de production nationale ou à en prohiber ou restreindre l'importation, cette disposition n'était pas appliquée et ne serait pas utilisée comme mesure de sauvegarde.

57. Le représentant de l'Oman a confirmé qu'aucune autorité ministérielle ou administrative n'avait le pouvoir d'appliquer à son gré des droits antidumping, des droits compensateurs ou des mesures de sauvegarde. L'Oman ne passerait pas de lois dans ces domaines avant son accession à l'OMC. Au moment voulu avant la promulgation, l'Oman soumettrait à l'OMC ses projets de loi, établis d'une manière rigoureusement conforme aux dispositions des Accords applicables de l'OMC. Le Sultanat modifierait sa Loi sur l'organisation et la promotion de l'industrie avant son accession à l'OMC pour la mettre en conformité avec les règles de celle-ci. Selon une décision préliminaire, la clause 4 de l'article 19 de cette loi serait supprimée, et d'autres aspects de celle-ci étaient à l'examen.

58. Un membre a formulé le souhait que l'Oman s'engage à ne pas appliquer de droits antidumping, de droits compensateurs ou de mesures de sauvegarde avant d'avoir modifié les lois existantes de manière à les mettre en conformité avec les prescriptions de l'OMC et d'avoir adopté de nouvelles dispositions entièrement conformes à ces prescriptions et, ces dispositions une fois en vigueur, à n'appliquer les droits et mesures susdits que d'une manière rigoureusement conforme aux prescriptions de l'OMC.

59. Le représentant de l'Oman a déclaré que l'Oman s'engageait à ne pas appliquer de droits antidumping, de droits compensateurs ou de mesures de sauvegarde avant d'avoir promulgué des lois conformes aux dispositions des Accords de l'OMC sur la mise en œuvre de l'article VI du GATT de 1994, sur les subventions et les mesures compensatoires, et sur les sauvegardes. L'Oman ferait en sorte que tout texte législatif qu'il élaborerait concernant les droits antidumping, les droits compensateurs et les sauvegardes soit rigoureusement conforme aux dispositions applicables de l'OMC, notamment les articles VI et XIX du GATT de 1994, l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VI du GATT de 1994, l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires et l'Accord sur les sauvegardes. Une fois adopté un texte législatif de cette nature, l'Oman n'appliquerait tous droits antidumping, droits compensateurs ou mesures de sauvegarde que d'une manière rigoureusement conforme aux dispositions appropriées de l'OMC. [Le Groupe de travail a pris note de ces engagements.]

B. RÉGLEMENTATION DES EXPORTATIONS

Droits de douane, redevances et impositions pour services rendus, application de taxes intérieures aux exportations

60. Le représentant de l'Oman a déclaré que son pays n'appliquait pas de droits d'exportation sur ses produits, y compris le pétrole. Les redevances de manutention à quai et autres impositions perçues par la Société des services portuaires pour services rendus sont détaillées au tableau 1 (voir l'annexe).

Restrictions à l'exportation

61. Le représentant de l'Oman a déclaré que les antiquités, les manuscrits anciens, les monnaies à l'effigie de Marie-Thérèse et les plants de dattiers étaient prohibés à l'exportation. Des restrictions à l'exportation étaient appliquées à trois espèces marines – le homard, l'ormeau et le requin – pendant la période de reproduction et de ponte, où la pêche en était interdite. Des études scientifiques attestaient que les stocks de homards et d'ormeaux avaient diminué considérablement ces dernières années. Le homard, l'ormeau et le requin étaient donc des espèces rares en danger de surexploitation dans les eaux omanaises, et la saison des prises était en conséquence soumise à restrictions. Il était possible d'obtenir du Ministère de l'agriculture et de la pêche l'autorisation d'exporter ces espèces pendant la période soumise à restrictions, à condition que l'exportateur soit inscrit au Registre omanais du commerce comme négociant international en produits de la pêche, qu'il détienne une licence délivrée par les autorités compétentes, que le poisson à exporter ait été pris avant la clôture de la saison de pêche et qu'il soit conforme aux spécifications du ministère. Les mêmes règles s'appliquaient à la vente de homard et d'ormeau sur le marché intérieur. L'exportation de ces produits ne faisait pas l'objet de limites quantitatives. L'Oman prohibait l'exportation de plants de dattiers afin de préserver les espèces et variétés rares du pays.

62. Le représentant de l'Oman a ajouté que certains produits de la catégorie des textiles et des vêtements faisaient l'objet d'une autolimitation des exportations au titre d'accords bilatéraux avec les États-Unis et le Canada. L'Oman n'avait ni prescriptions ni procédures en matière de licences d'exportation.

63. Un membre a formulé le souhait de voir l'Oman supprimer les restrictions actuelles à l'exportation de plants de dattiers et d'espèces marines. Toutes mesures nécessaires pour réglementer le commerce de ces produits devraient être compatibles avec les dispositions de l'OMC. Le

représentant de l'Oman a répondu que le Sultanat n'appliquerait pas de prohibitions à l'exportation ni ne contingenterait les exportations d'une manière qui serait incompatible avec les règles de l'OMC.

Subventions à l'exportation

64. Le représentant de l'Oman a déclaré que le Service de financement et de garantie des exportations (SFGE) de la Banque omanaise de développement assurait les exportateurs contre le risque commercial et le risque politique. De plus, le SFGE offrait des services de financement des exportations et aidait les fabricants à obtenir des prêts bonifiés dans le cadre d'un accord avec les banques commerciales. À la fin de chaque mois, la banque de financement présentait au SFGE une demande de subvention dont le montant était déposé au compte du client. Les principales banques commerciales du pays accordaient à tous les exportateurs ayant une assurance-crédit des avances après expédition au taux très favorable de 7 pour cent en actualisant leurs factures d'exportation. Ces avances étaient accordées pour une période maximale de 180 jours. Le principal critère d'admissibilité à l'aide financière à l'exportation du SFGE était que la valeur ajoutée, sous forme de coûts de main-d'œuvre, d'intérêts, d'amortissement, d'impôts et de bénéfices nets, devait représenter au moins 25 pour cent du total de la valeur marchande du produit exporté. En outre, le montant emprunté devait être assuré par le SFGE. L'assurance-crédit était offerte aux taux du marché.

65. Un membre a fait observer que les avances consenties aux exportateurs à des taux bonifiés par les banques commerciales semblaient constituer des subventions subordonnées aux résultats à l'exportation au sens de l'article 3.1 a) de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires. Le représentant de l'Oman ne partageait pas cet avis, pas plus qu'il ne considérait l'aide fournie par le SFGE comme visée par les alinéas j) et k) de la Liste exemplative de subventions à l'exportation de l'annexe I de cet accord. Il a confirmé que le Sultanat n'accordait pas de subventions prohibées par l'article 3 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires. L'Oman n'octroyait pas de subventions ni n'appliquait d'autres incitations qui soient subordonnées aux résultats à l'exportation.

66. Le représentant de l'Oman a déclaré que les droits d'importation acquittés sur des marchandises importées réexportées en l'état étaient remboursés intégralement. Il n'y avait pas de ristourne des droits pour les produits importés incorporés dans d'autres produits ou transformés d'une autre façon. Pour ce qui concerne la fixation des prix des matières premières destinées aux projets d'exportation, il a expliqué que les prix des livraisons de matières premières étaient fixés de manière à ce qu'elles ne soient pas subventionnées. La totalité des coûts de mise en valeur et de livraison était donc recouvrée, majorée d'une marge reflétant au minimum le coût du capital.

67. Le représentant de l'Oman a déclaré que, à compter de la date de son accession, le Sultanat n'appliquerait ni n'introduirait de programmes de subventionnement des exportations prohibés par l'article 3 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires. [Le Groupe de travail a pris note de cet engagement.]

C. POLITIQUES INTÉRIEURES AFFECTANT LE COMMERCE EXTÉRIEUR DES MARCHANDISES

Politique industrielle, y compris politiques en matière de subventions

68. Le représentant de l'Oman a déclaré que la politique industrielle omanaise prévoyait que le secteur manufacturier représenterait 15 pour cent du PIB en 2020, contre quelque 5 pour cent à l'heure actuelle. Le cinquième Plan quinquennal de développement (1996-2000) était le premier d'une série à établir et à exécuter en vue d'atteindre les objectifs de la stratégie Horizon 2020. Ce plan mettait l'accent sur la mise en valeur des ressources humaines, la diversification de l'économie et le développement du rôle du secteur privé. Il comprenait des mesures générales de politique macro-économique, ainsi que des mesures sectorielles à l'échelle micro-économique. Il privilégiait les industries à prédominance de capital, de technologie et de matière grise, en particulier les industries axées sur l'exportation et capables de soutenir la concurrence internationale. Le gouvernement omanais offrait entre autres les incitations suivantes aux investisseurs étrangers: le recensement gratuit des possibilités d'investissement industriel, ainsi que des prêts bonifiés et autres aides financières pour l'exécution d'études préliminaires; des prêts bonifiés ou sans intérêt; et l'exemption de droits de douane pour les importations de matériel, d'outillage, de pièces détachées et de matières premières. En outre, des terrains industriels viabilisés pouvaient être loués à des prix nominaux, et des services fiables d'alimentation en électricité, en eau et en gaz naturel et de traitement des eaux usées étaient offerts à des taux réduits.

69. La Décision ministérielle n° 49/91, qui régissait antérieurement l'aide à l'industrie et au tourisme, avait été remplacée par le Décret royal n° 17/97. L'État omanais offrait des prêts libéraux pour des projets dans les domaines de l'industrie, du tourisme, de l'agriculture, de la pêche, de la santé, de l'éducation et de l'artisanat. Des prêts de plus de 250 000 rials omani étaient consentis à condition que la main-d'œuvre soit omanaise à raison d'au moins 25 pour cent, et la participation étrangère dans les projets exigeant des investissements de plus de 250 000 rials ne pouvait dépasser 49 pour cent. Les prêts pouvaient représenter jusqu'à 150 pour cent du capital social pour les projets implantés dans le gouvernorat de Mascate, et jusqu'à 250 pour cent pour les projets exécutés en province; le plafond des prêts était de 500 000 rials, ou de 5 millions de rials pour les sociétés anonymes ayant offert au moins 40 pour cent de leurs actions au public. L'État ne consentait plus de prêts sans intérêt.

Répondant à une question sur ce point particulier, le représentant de l'Oman a précisé que son gouvernement ne fournirait aucun soutien à des projets de grande envergure, notamment l'aluminerie de Sohar, une coentreprise pétrochimique, une usine d'engrais et la création éventuelle d'une nouvelle raffinerie de sucre.

70. La Banque omanaise de développement (dont l'État détenait une part de 51 pour cent) accordait des prêts bonifiés au titre de projets agricoles, industriels et de services conformément au Décret royal n° 17/97. Ces prêts bonifiés étaient offerts à toutes les branches et entreprises intéressées sur la base de critères objectifs et publics et n'étaient pas spécifiques à une entreprise ou à une branche de production.

71. Le gouvernement omanais prévoyait de créer un fonds spécial (le Fonds de capital-risque) pour fournir capitaux et prêts bonifiés à de petites et moyennes entreprises. Ces prêts ne seraient pas subordonnés aux résultats à l'exportation ni à des conditions relatives au contenu d'origine nationale. Le gouvernement avait aussi l'intention de créer un organisme de services aux petites et moyennes entreprises: le Centre des affaires.

72. Le représentant de l'Oman a déclaré que le Sultanat n'accordait pas de subventions, au sens de l'article premier de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires, pour les projets d'exploitation du gaz naturel, les activités des secteurs pétrolier et pétrochimique, ni les activités des secteurs où le gaz était un facteur de production important. De même, il n'accordait pas de subventions aux branches axées sur l'exportation ou le remplacement des importations. Selon le représentant de l'Oman, les taux préférentiels d'impôts sur les bénéfices consentis à certaines entreprises ne constituaient pas des subventions spécifiques au sens de l'article 2.1 a) de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires.

73. Le représentant de l'Oman a confirmé que le Sultanat n'exécuterait pas le cinquième Plan quinquennal de développement (1996-2000) en ayant recours à des subventions à l'exportation prohibées par l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires. Il a aussi confirmé que l'État omanais n'accorderait de subventions à l'exportation prohibées ni dans le cadre du plan de financement à long terme ni au titre du Fonds de capital-risque.

Obstacles techniques au commerce, mesures sanitaires et phytosanitaires

Normes et certification

74. Un membre a fait observer que la réglementation actuelle de l'Oman n'était pas conforme aux prescriptions de l'OMC en matière d'obstacles techniques au commerce. Plus précisément, les

dispositions légales et prescriptions administratives du Sultanat ne remplissaient pas de manière satisfaisante des critères fondamentaux tels que la transparence, la non-discrimination, le traitement national et la prohibition des obstacles non nécessaires au commerce international. Pour ce qui concerne la transparence, l'Oman ne publiait pas d'avis officiels pour informer le public que des projets de normes, de règlements techniques ou de procédures d'évaluation de la conformité étaient à l'examen; l'Oman ne semblait pas offrir dans la mesure souhaitable à tous les intéressés la possibilité de formuler leurs observations sur les projets de procédures; et les normes, une fois arrêtées, n'étaient pas publiées dans les moindres délais. Les décrets administratifs omanais ne semblaient pas prendre explicitement en compte les obligations fondamentales de non-discrimination et de traitement national pour les produits importés, et l'on ne comprenait pas bien comment le Sultanat faisait en sorte que ses mesures relatives aux normes ne soient pas plus restrictives qu'il n'était nécessaire. Ce membre se réjouissait à la perspective de travailler avec l'Oman à l'élaboration des procédures nécessaires de mise en œuvre de l'Accord OTC.

75. Le représentant de l'Oman a expliqué que les pays du CCG élaboraient des normes communes, qui étaient à ce titre considérées comme des normes omanaises. Dans les domaines où le CCG n'avait pas établi de normes, le Sultanat adoptait les siennes propres en s'inspirant des normes internationales, sauf dans les cas où celles-ci étaient jugées incompatibles avec les caractéristiques climatiques ou culturelles du pays. C'est la Direction générale des spécifications et mesures (DGSM), service du Ministère du commerce et de l'industrie, qui était chargée de formuler, d'adopter, de publier et de diffuser les normes en Oman. La DGSM était le seul organisme national de normalisation du Sultanat. La DGSM, membre correspondant de l'ISO, était aussi chargée des essais de produits et de la certification de leur conformité aux normes existantes. En septembre 1998, plus de 1 000 normes avaient été adoptées. Les normes omanaises s'appliquaient aux produits alimentaires, aux produits chimiques, aux matériaux de construction, aux textiles, aux produits électriques et électroniques, aux produits mécaniques et métalliques, aux véhicules automobiles, ainsi qu'à la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles. Les projets de normes étaient mis à la disposition de tous les intéressés pour observations avant d'être adoptés. Normalement, il s'écoulait au moins un an entre la publication d'un projet de norme d'une part, et d'autre part l'adoption de sa version définitive et la promulgation du décret ministériel correspondant. Cependant, pour ce qui concerne le Code de pratique, les procédures actuelles d'élaboration, d'adoption et d'application des normes étaient entièrement ou partiellement différentes des procédures énoncées aux paragraphes J, K, L, M et O de l'annexe 3 de l'Accord sur les obstacles techniques au commerce. Les normes omanaises n'étaient pas publiées dans les moindres délais, et la DGSM ne publiait pas un programme de travail tous les six mois, pas plus qu'elle n'invitait par avis public les intéressés à présenter leurs observations sur les

projets de normes. Cependant, il serait remédié à ces insuffisances quand l'Oman mettrait en œuvre l'Accord sur les obstacles techniques au commerce.

76. Le représentant de l'Oman a communiqué au Groupe de travail, sous la cote WT/ACC/OMN/12, un plan d'action pour la mise en œuvre de l'Accord OTC. Selon ce plan, un décret ministériel donnant effet aux dispositions de l'Accord OTC devrait être pris au plus tard en septembre 1999. Un point d'information avait été établi au sein de la DGSM [en mars 1999].

77. L'Oman acceptait les résultats des essais réalisés par des laboratoires accrédités et leurs évaluations de conformité, suivant en cela les Directives ISO/CEI n° 23, 28 et 38. La DGSM acceptait les systèmes de certification des tierces parties, selon les principes et règles des Directives ISO/CEI n° 16-1978 E) et 28-1982 E), ainsi que les déclarations de conformité aux normes et spécifications du fabricant, conformément à la Directive ISO/CEI n° 22-1982 E). La DGSM se proposait d'attribuer un label de qualité omanaise, qui indiquerait que les fabricants garantissent la qualité et l'innocuité ou la sûreté de leurs produits, ainsi que leur conformité aux normes omanaises. La réglementation applicable n'avait pas encore été adoptée. Le label de qualité omanaise pourrait être accordé aux fabricants étrangers aux mêmes conditions qu'aux producteurs omanais, y compris les redevances d'analyse et d'inspection. Pour choisir l'"organisme compétent" dans le pays d'origine du fabricant, la DGSM suivrait les procédures du Guide ISO/CEI n° 39 (Prescriptions générales pour l'acceptation des organismes de contrôle). Elle superviserait les activités de l'organisme compétent, qui devrait appliquer dans son pays les mêmes normes et suivre les mêmes procédures d'essai et d'analyse que la DGSM en Oman.

78. Le représentant de l'Oman a confirmé que le Sultanat se conformerait aux prescriptions et procédures de l'article 5 de l'Accord sur les obstacles techniques au commerce concernant l'autorisation de l'importation de matériel de télécommunication. Les médicaments et le matériel médical relevaient du Ministère de la santé. Il fallait obtenir un certificat de ce ministère pour vendre des produits de cette nature en Oman.

79. Le représentant de l'Oman a confirmé que le Sultanat appliquerait toutes les dispositions de l'Accord de l'OMC sur les obstacles techniques au commerce à compter de son accession, sans recourir à une période de transition.

Mesures sanitaires et phytosanitaires

80. Le représentant de l'Oman a déclaré que son pays était membre actif de la FAO, de l'OMS et de l'Office international des épizooties (OIE). Le Sultanat appliquait des mesures sanitaires et

phytosanitaires fondées sur des principes scientifiques aux végétaux, aux produits alimentaires, aux animaux et aux produits du règne animal. Toutes les expéditions de bétail, de produits du règne animal, de poisson, de médicaments vétérinaires et d'aliments pour animaux étaient soumises à un contrôle vétérinaire et à des mesures de quarantaine. L'examen des importations relevait des inspecteurs du Ministère de l'agriculture (services de la protection des cultures ou de la quarantaine), tandis que le contrôle des produits d'origine nationale était confié à des fonctionnaires municipaux. Lorsqu'il n'existait pas de normes spécifiques, les produits alimentaires importés étaient soumis à des analyses d'innocuité portant sur la présence de résidus de médicaments vétérinaires et de pesticides, les additifs alimentaires et le niveau de radionucléides, ainsi qu'à des analyses microbiologiques et à un contrôle de l'étiquetage. Les prescriptions d'étiquetage des aliments préemballés avaient été établies conformément à la Norme omanaise n° 58/1984. Toutes les préparations alimentaires préemballées devaient être étiquetées conformément aux Normes du CCG pour l'étiquetage des aliments préemballés.

81. Certains membres ont exprimé des préoccupations touchant la mise en œuvre des Normes du CCG pour l'étiquetage des aliments préemballés (GS-150/1993), s'inquiétant en particulier des prescriptions relatives à la durée de conservation, qui ne semblaient pas fondées sur des données scientifiques. Selon eux, ces prescriptions représentaient des obstacles injustifiés à l'importation d'œufs en coquille, d'aliments pour bébés, de biscuits, de soupe en conserve, de beurre de cacahuètes et de certains jus de fruits. Le représentant de l'Oman a répondu que les prescriptions relatives à la durée de conservation étaient scientifiquement fondées, compte tenu du climat du pays et de ses méthodes de transport, d'entreposage et de manutention. Une justification détaillée de ces prescriptions était donnée en réponse à la question 74 du document WT/ACC/OMN/14. Les inspections se rapportant au respect de ces règles étaient gratuites et n'exigeaient que des délais très courts.

82. Le représentant de l'Oman a déclaré que le Sultanat se conformerait à l'Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires dès son accession, sans recourir à une période de transition. L'Oman communiquerait au Groupe de travail un plan d'action pour la mise en œuvre de l'Accord SPS. Dans le réexamen de sa législation, l'Oman s'attacherait à des aspects déterminés de l'Accord SPS, notamment à ses dispositions relatives à la transparence, au traitement NPF, au traitement national et à l'utilisation appropriée des normes internationales.

Mesures concernant les investissements et liées au commerce

83. Le représentant de l'Oman a déclaré que son pays n'appliquait pas de mesures concernant les investissements et liées au commerce.

84. Le représentant de l'Oman a en outre déclaré que le Sultanat n'appliquerait pas de mesures incompatibles avec l'Accord sur les MIC et se conformerait à celui-ci dès son accession, sans recourir à une période de transition. [Le Groupe de travail a pris note de cet engagement.]

Pratiques en matière de commerce d'État

85. Le représentant de l'Oman a fourni des renseignements détaillés sur l'Office public des entrepôts et des réserves alimentaires dans le document WT/ACC/OMN/5/Add.2, ainsi que sur la Petroleum Development Oman et l'Oman Refinery Company à l'annexe 6 du document WT/ACC/OMN/6/Add.1, sans préjudice de la position omanaise sur la nature de ces entreprises. Il a déclaré que l'Office public de commercialisation des produits agricoles (OPCPA) et l'Office public des entrepôts et des réserves alimentaires étaient des entreprises d'État pratiquant l'importation et l'exportation. Cependant, ces entreprises ne jouissaient pas de privilèges ou de droits exclusifs ou spéciaux et n'étaient donc pas des entreprises commerciales d'État au sens de l'article XVII du GATT et du Mémoire d'accord sur l'interprétation de l'article XVII du GATT de 1994. Elles opéraient sur un pied d'égalité avec les importateurs et les exportateurs du secteur privé, et leur activité était déterminée par des facteurs purement commerciaux.

86. Le représentant de l'Oman a ajouté que son gouvernement prévoyait de privatiser l'OPCPA en 1999; celui-ci ne serait plus dès lors un office jouissant de droits et de privilèges, mais une société commerciale comme les autres. L'Office public des entrepôts et des réserves alimentaires achetait et vendait dans le cadre d'un mandat de stockage de produits alimentaires stratégiques: riz, sucre, thé, lait en poudre et huiles comestibles. Il n'importait que du riz, sur la base d'appels d'offres ouverts, en concurrence avec les importateurs du secteur privé. Il autofinçait ses opérations, mais bénéficiait d'une modeste contribution de l'État pour ses locaux, ses coûts d'entreposage et ses dépenses d'établissement.

87. Le pétrole brut et ses dérivés appartenaient intégralement à l'État. À titre de producteur de pétrole brut et de gaz naturel, la Petroleum Development Oman (PDO) exportait du pétrole brut pour le compte de l'État. La transformation en produits raffinés était assurée par l'Oman Refinery Company (ORC). Le seul produit exporté par l'ORC était le résidu long (mazout). L'ORC était une société commerciale d'État à responsabilité limitée, et l'État omanais détenait 60 pour cent du capital de la PDO.

88. Un membre a formulé le souhait que l'Oman prononce une déclaration sur la nature de l'OPCPA et que celui-ci fasse l'objet d'une notification en tant qu'entreprise commerciale d'État s'il exerçait toujours ses activités à la clôture des négociations d'accession de l'Oman. Le représentant de

l'Oman a confirmé que, dans la très improbable éventualité où l'OPCPA serait encore en activité au moment où le Sultanat adhérerait à l'OMC, il ferait l'objet d'une notification en tant qu'entreprise commerciale d'État. Il a aussi confirmé que l'Oman éliminerait toutes restrictions des échanges ou autres mesures incompatibles avec l'OMC appliquées par l'OPCPA.

Zones franches, zones d'activité économique libre

89. Le représentant de l'Oman a déclaré qu'il n'y avait pas de zones franches ni de zones d'activité économique libre dans le Sultanat, et que celui-ci n'avait pas l'intention d'en créer.

Marchés publics

90. Le représentant de l'Oman a déclaré que les deux instruments juridiques principaux en matière de marchés publics étaient le Règlement sur les marchés publics promulgué par le Décret royal n° 86/84 du 28 octobre 1984, et les Règles uniformes accordant une préférence, dans les marchés publics, aux produits d'origine nationale et aux produits originaires des pays membres du CCG (Décision ministérielle n° 18/87). Tous les marchés publics d'une valeur supérieure à 10 000 rials omani passés par les ministères et autres organismes gouvernementaux, les entreprises publiques et les sociétés dont l'État détenait au moins 51 pour cent du capital (exception faite du Ministère de la défense et des forces armées) devaient faire l'objet d'appels d'offres publics. Les marchés publics étaient supervisés par le Conseil des adjudications, organe de haut niveau et indépendant de tous les ministères et des autres organismes gouvernementaux. Le Conseil des adjudications était chargé de la publication des appels d'offres, de l'examen des soumissions et de la passation relativement à tous les marchés d'une valeur égale ou supérieure à 250 000 rials omani. Il était secondé par diverses commissions d'examen. Les fonctions correspondantes pour les marchés publics d'une valeur inférieure à 250 000 rials omani étaient remplies par des commissions ministérielles. Les services des administrations locales relevaient du Conseil des adjudications, tandis que les entreprises d'État et de services publics – exception faite de l'électricité, de la distribution d'eau et des transports – avaient leurs propres procédures et leurs commissions d'examen respectives. L'Oman ne tenait pas de statistiques sur les marchés publics.

91. Le représentant de l'Oman a rappelé que son gouvernement avait institué quatre catégories d'appels d'offres, à savoir les appels d'offres restreints, locaux, internationaux et généraux. Les appels d'offres restreints étaient appliqués aux biens ou travaux très spécialisés, et réservés aux entreprises présélectionnées par le ministère ou autre organisme compétent. Les antécédents et l'expérience de l'entreprise, la compétence de son personnel et sa situation financière étaient des critères de présélection importants. Les appels d'offres locaux étaient destinés aux entreprises et aux

soumissionnaires inscrits au Registre du commerce et au répertoire du Conseil des adjudications. Les appels d'offres internationaux étaient ouverts aux soumissionnaires de tous les pays. Les adjudicataires étaient tenus de s'inscrire au Registre du commerce dans un délai d'un mois suivant l'adjudication. Les appels d'offres généraux, qui avaient pour objet les marchés devant être attribués au moins-disant, pouvaient être publiés au niveau national ou international. Les règles prescrivaient que les avis d'appel d'offres soient publiés dans la presse locale et au Journal officiel; ils étaient aussi radiodiffusés et télévisés. Ces avis étaient publiés en arabe et en anglais. Le Sultanat ne publiait pas d'avis d'adjudication. Les voies de recours étaient spécifiées dans la Loi sur les adjudications et son règlement d'application.

92. Le représentant de l'Oman a expliqué que diverses méthodes étaient appliquées à l'évaluation des soumissions et que le prix n'était pas le seul critère. Le Décret royal n° 64/84 et les Règles uniformes disposaient que la préférence devait être accordée aux produits d'origine omanaise, à condition que le prix de produits étrangers similaires ne soit pas inférieur de plus de 10 pour cent. S'il n'y avait pas de produits d'origine omanaise ou s'ils n'étaient pas conformes au cahier des charges, les produits provenant des pays du CCG avaient priorité sur les produits étrangers. Dans ce cas, la marge de préférence était de 5 pour cent.

93. Après avoir rappelé le travail en cours à l'OMC pour recenser les éléments de discipline propres à assurer la transparence des procédures d'adjudication, certains membres ont demandé à l'Oman d'expliquer comment il garantissait la transparence des procédures et des pratiques se rapportant aux marchés publics, par exemple la publication des appels d'offres, les formalités nécessaires pour entrer en lice, la qualification des fournisseurs, les conditions à remplir pour se voir attribuer des marchés et les voies de recours des soumissionnaires non retenus. Un membre a exprimé le souhait que le Sultanat adhère à l'Accord sur les marchés publics et l'a encouragé à communiquer au Comité des marchés publics une liste initiale d'entités dans les trois mois suivant son accession à l'OMC. Le représentant de l'Oman a répondu que son gouvernement ne voyait aucun avantage à adhérer à cet accord. Cependant, le Sultanat participerait aux débats du Groupe de travail de la transparence des marchés publics et adhérerait à tout arrangement multilatéral que concluraient les Membres de l'OMC.

Réglementation du commerce en transit

94. Le représentant de l'Oman a déclaré que le transit des marchandises sur le territoire du Sultanat était autorisé sans discrimination quant à leur origine. Cependant, les douanes étaient habilitées à les examiner pour éviter que des armes, des munitions ou des stupéfiants ne soient transportées par la voie de l'Oman. Les marchandises en transit étaient exemptes de droits.

Politiques affectant le commerce extérieur des produits agricoles

[Le soutien interne et les subventions à l'exportation de produits agricoles font l'objet d'un document daté du 25 septembre 1997, distribué sous la cote WT/ACC/SPEC/OMN/2.]

95. Le représentant de l'Oman a expliqué que son gouvernement encourageait le secteur agricole en lui fournissant des services d'infrastructure, par exemple d'irrigation et de vulgarisation. Les services de vulgarisation n'étaient offerts qu'à des fins expérimentales et de démonstration, et les produits issus de ces programmes n'étaient pas mis sur le marché. Le gouvernement omanais appliquait des mesures de lutte contre les ravageurs et les maladies des plantes, notamment l'épandage aérien et la mise en quarantaine des végétaux. Le Ministère de l'agriculture offrait des services d'information et de conseil au secteur privé et s'efforçait d'améliorer la qualité des produits, ainsi que de moderniser les services de recherche et de vulgarisation dans le domaine de l'agriculture. L'État se chargeait d'études de faisabilité technique et économique pour des projets agro-industriels, de production de volaille, de transformation de dattes et autres. Il ne subventionnait pas les agriculteurs, mais appuyait la mise en œuvre d'innovations dans tous les domaines de l'agriculture. Il fournissait gratuitement des intrants – par exemple de nouvelles variétés de semences ou de nouveaux engrais et produits chimiques – à certaines exploitations, qui servaient de modèles aux autres pour l'amélioration de la production agricole. L'Oman n'octroyait pas de subventions spécifiques à l'exportation de produits agricoles. Comme les autres secteurs, l'agriculture était admise à bénéficier des services d'assurance à l'exportation et de financement des exportations offerts par le Service de financement et de garantie des exportations (SFGE).

96. Le représentant de l'Oman a confirmé que son pays n'appliquait pas de mesures de la catégorie orange pour soutenir l'agriculture et que le soutien interne de celle-ci serait consolidé à un niveau *de minimis*.

97. Le représentant de l'Oman a confirmé que le Sultanat supprimerait toutes les prohibitions et restrictions quantitatives à l'importation de produits agricoles (tels que les œufs, le lait, les fruits et les légumes) au moment de son accession, conformément aux dispositions de l'Accord sur l'agriculture, et qu'il les remplacerait, s'il y avait lieu, seulement par des prescriptions compatibles avec l'OMC.]

[partie à compléter]

Commerce des aéronefs civils

98. À un membre qui lui a demandé si l'Oman adhérerait à l'Accord de l'OMC sur le commerce des aéronefs civils au moment de son accession, le représentant de l'Oman a répondu que le Sultanat n'en avait pas l'intention.

RÉGIME COMMERCIAL DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

99. Le représentant de l'Oman a déclaré que son gouvernement était résolu à protéger les droits de propriété intellectuelle sur son territoire et à remplir ses obligations internationales à cet égard. L'Oman avait adhéré à l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle en février 1997. L'accession du Sultanat aux Conventions de Paris et de Berne avait été ratifiée en septembre 1998 (par le Décret royal n° 63/98). C'est le Ministère du commerce et de l'industrie qui était chargé de la formulation des politiques et de la mise en œuvre des dispositions relatives aux marques de fabrique ou de commerce, aux brevets et au droit d'auteur et aux droits connexes. Pour ce qui concerne l'application de la législation du droit d'auteur, ce ministère travaillait en collaboration avec d'autres ministères intéressés tels que celui du patrimoine et de la culture et celui de l'information. En matière de propriété intellectuelle, l'Oman accordait le traitement national et le traitement NPF aux ressortissants étrangers. La Loi sur le droit d'auteur serait modifiée de manière à prévoir le traitement national pour les œuvres étrangères. L'Oman n'accordait de traitement préférentiel à aucun pays dans le domaine de la propriété intellectuelle. Il appliquait le principe "À service égal, taxe égale".

100. Le représentant de l'Oman a déclaré que le droit d'auteur et les droits connexes étaient protégés par la Loi sur le droit d'auteur, promulguée par le Décret royal n° 47/96. Cette loi prévoyait la protection du droit d'exploitation des œuvres pour une durée maximale de 50 ans à compter du décès de l'auteur. Cette durée de protection était aussi applicable aux œuvres de coauteurs. Pour ce qui concerne les œuvres cinématographiques, les productions des arts appliqués, les photographies, les œuvres publiées sous pseudonyme et les études de juristes, la durée de la protection du droit d'auteur était de 25 ans à compter de la première publication. L'Oman prévoyait de modifier l'article 8 de la Loi sur le droit d'auteur de manière à porter à 50 ans la durée du droit détenu par une personne morale. L'article 2 de cette loi prévoyait la protection des droits des artistes interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion; cependant, la loi serait modifiée sous ce rapport. Les enregistrements sonores, les compilations de données et les programmes d'ordinateur étaient protégés en tant qu'œuvres littéraires. La Loi sur le droit d'auteur ne comportait pas de dispositions sur les licences obligatoires. Le gouvernement pouvait, dans l'intérêt public et moyennant une indemnisation équitable, décider de publier une compilation que n'auraient pas publiée les héritiers ou ayants cause de l'auteur dans les six mois suivant une demande officielle.

La Loi sur le droit d'auteur contenait une disposition générale sur les droits de location, mais aucune disposition portant spécifiquement sur les droits de location des programmes d'ordinateur et des œuvres cinématographiques. On était en train de mettre sur pied un Bureau du droit d'auteur au Ministère du commerce et de l'industrie.

101. Le représentant de l'Oman a déclaré que les travaux de modification de la Loi sur le droit d'auteur seraient achevés au plus tard en juin 1999. Les nouvelles dispositions prévoiraient entre autres une durée de protection de 50 ans pour les œuvres cinématographiques et les émissions de radio et de télévision.

102. La Loi de 1987 sur les marques de fabrique ou de commerce régissait l'enregistrement et la protection des marques. C'est au Ministère du commerce et de l'industrie que devait s'adresser le titulaire d'une marque pour la faire enregistrer. La durée de la protection des marques était de dix ans, et l'enregistrement était renouvelable indéfiniment. L'enregistrement suffisait à informer le contrefacteur éventuel du droit exclusif du titulaire. La loi ne prévoyait pas la protection des marques notoirement connues, mais son article 2 serait modifié de manière à en garantir la protection. Entre-temps, une marque notoirement connue était refusée à l'enregistrement si une autre partie souhaitait enregistrer la même marque en son propre nom, et le titulaire d'une marque notoirement connue pouvait invoquer les articles 31 à 34 de la Loi sur les marques pour faire cesser l'utilisation de cette marque par un contrefacteur. Le titulaire d'une marque notoirement connue était habilité à empêcher l'admission dans le Sultanat de marchandises contrefaites à condition que la marque y soit enregistrée. L'Oman modifierait la Loi sur les marques de manière à ménager aux titulaires de marques notoirement connues non enregistrées en Oman des recours civils pour contrefaçon. L'enregistrement pouvait être radié si la marque n'était pas utilisée pendant cinq années consécutives, à moins que le titulaire ne justifie la non-utilisation, en invoquant par exemple des circonstances indépendantes de sa volonté. Le dépôt d'une demande d'enregistrement coûtait 25 rials omani. Le titulaire d'une marque enregistrée jouissait du droit exclusif de produire, d'importer ou de distribuer les marchandises qui en faisaient l'objet, ainsi que du droit d'empêcher toute autre personne de l'utiliser sans son consentement. Le titulaire avait aussi le droit de céder sa marque ou de concéder des licences; la cession devait être constatée par une pièce écrite. Les modifications de la Loi sur les marques de fabrique ou de commerce destinées à en assurer l'entière conformité avec l'Accord sur les ADPIC seraient promulguées au plus tard en juin 1999.

103. Le représentant de l'Oman a déclaré que l'Oman avait adhéré au Régime des brevets unifié du Conseil de coopération du Golfe (CCG). Le Secrétariat du CCG était en train d'examiner la conformité de la réglementation des brevets du CCG avec les dispositions de l'Accord sur les ADPIC

en se concertant avec l'OMPI et l'OMC. L'Oman prévoyait de faire du Régime des brevets unifié du CCG la loi omanaise sur les brevets au moyen d'un décret ministériel, qui serait pris au plus tard à la fin de juin 1999. Les pays du CCG se doteraient d'un Office des brevets commun, qui aurait son siège à Riyad (Arabie saoudite). [L'Oman examinerait la possibilité d'instituer un système de confirmation des brevets pour contribuer au développement sur son territoire d'un régime de protection des brevets compatible avec l'Accord sur les ADPIC.] Seraient brevetables les inventions et les idées nouvelles susceptibles d'application industrielle et qui n'étaient pas en contradiction avec la loi islamique ou le code de bonne conduite. Seraient exclus de la brevetabilité: les découvertes, théories scientifiques, méthodes mathématiques et programmes d'ordinateur; les systèmes, règles et méthodes utilisés dans la conduite des affaires, pour les activités purement mentales et dans les jeux; les variétés végétales, les espèces animales et les procédés biologiques d'obtention de végétaux ou d'animaux, exception faite des procédés microbiologiques et de leurs produits; et les méthodes diagnostiques, thérapeutiques et chirurgicales pour le traitement des personnes ou des animaux, à l'exception des produits utilisés dans ces méthodes. Les droits de brevet sur les produits pharmaceutiques, les produits chimiques pour l'agriculture et d'autres inventions seraient protégés par l'article 2 du Règlement sur les brevets du CCG.

104. La durée des brevets serait de 15 ans à compter de leur délivrance. Une prorogation de cinq ans pouvait être accordée au titulaire qui en faisait la demande au cours des 90 derniers jours de la première période de validité. La décision de l'Office des brevets pouvait faire l'objet d'un recours devant le Comité du Régime de brevets unifié du CCG. Normalement, le titulaire était tenu d'exploiter son brevet à une échelle industrielle suffisante dans l'un ou l'autre des pays du CCG dans les deux ans suivant la délivrance. L'importation pouvait suffire provisoirement à remplir le critère d'exploitation. Une fois expiré le délai de deux ans, le Conseil de l'Office des brevets du CCG était habilité à concéder une licence obligatoire relativement à une invention brevetée, à condition que le demandeur puisse prouver sa capacité à exploiter l'invention à une échelle industrielle et moyennant une indemnisation équitable. Le gouvernement pouvait aussi, dans l'intérêt public et moyennant une indemnisation équitable, autoriser un de ses organismes à exploiter un brevet sans le consentement de son titulaire, sous réserve de l'autorisation du Conseil de l'Office des brevets du CCG. Une telle décision pouvait faire l'objet d'un recours. La cession ou la transmission des droits de brevet à un tiers ne pouvait se faire que conjointement avec tous les éléments de l'entreprise. Les accords de licence portant sur une partie ou sur la totalité de l'exploitation d'un brevet devaient être constatés par un acte, signés par les deux parties, approuvés par l'organisme compétent de l'un des pays du CCG et enregistrés à l'Office des brevets moyennant la redevance prescrite.

105. Le représentant de l'Oman a fait observer que le Sultanat n'avait pas de lois ni de règlements protégeant les indications géographiques ou appellations d'origine, les dessins et modèles industriels, les variétés végétales ou les schémas de configuration de circuits intégrés. Les indications géographiques seraient protégées par une modification de la Loi sur les marques de fabrique ou de commerce, que l'Oman promulguerait au plus tard en juin 1999. Une loi sur les dessins et modèles industriels, conforme aux dispositions de l'Accord sur les ADPIC, serait aussi promulguée dans les mêmes délais. Le Sultanat était en train d'élaborer, de concert avec l'OMPI, un projet de loi sur les schémas de configuration (topographies) de circuits intégrés, qui serait promulgué au plus tard en décembre 1999. Les renseignements non divulgués, y compris les secrets de fabrique et les données résultant d'essais, seraient protégés par une nouvelle loi dont la promulgation était prévue pour septembre 1999 au plus tard. L'Oman promulguerait aussi, dans les mêmes délais, une nouvelle loi réprimant l'abus de pratiques anticoncurrentielles.

106. Concernant les moyens de faire respecter les droits, le représentant de l'Oman a déclaré que quiconque portait atteinte au droit d'auteur encourait une amende maximale de 2 000 rials omani et un emprisonnement maximal de deux ans, ou l'une de ces peines, mais que ni la Loi sur le droit d'auteur ni les autres lois omanaises ne contenaient de dispositions détaillées sur les moyens de faire respecter les droits de propriété intellectuelle. Les détenteurs de droits pouvaient intenter directement une action judiciaire en contrefaçon en vertu des articles 18 et 32 de la Loi sur les marques de fabrique ou de commerce et de l'article 15 de la Loi sur le droit d'auteur. Les tribunaux pouvaient ordonner la confiscation des marchandises pirates et des matériaux et instruments ayant servi à leur fabrication, ainsi que la fermeture des locaux des délinquants. Quiconque contrefaisait une marque de fabrique ou de commerce encourait une amende maximale de 500 rials omani ou un emprisonnement maximal de trois ans. Le greffier ne jouait aucun rôle dans les affaires de contrefaçon. Les marchandises contrefaites pouvaient être confisquées et détruites, et la Loi sur les marques de fabrique ou de commerce (articles 32 à 34) prévoyait des mesures préventives contre l'importation et la distribution de telles marchandises. Les procédures civiles ne faisaient pas l'objet de dispositions détaillées dans les lois omanaises relatives à la propriété intellectuelle. Les parties s'estimant lésées dans les différends relatifs à la propriété intellectuelle pouvaient s'adresser au Tribunal de commerce. Pour l'instant, les autorités judiciaires n'étaient pas habilitées à ordonner l'adoption de mesures provisoires. Le représentant du Sultanat a confirmé que les douanes étaient habilitées à retenir et/ou à saisir les marchandises suspectes aux points d'admission, à suspendre la mise en libre circulation des marchandises importées contrefaites ou pirates, et à confisquer et détruire les marchandises portant atteinte aux droits de propriété intellectuelle.

107. Le représentant de l'Oman a déclaré que des modifications de la Loi sur les douanes ainsi qu'aux Codes civil et pénal, conformes aux articles 41 à 61 de l'Accord sur les ADPIC, seraient promulguées au plus tard à la fin de 2001. La formation du personnel chargé de l'administration et de l'application de la législation de la propriété intellectuelle serait assurée en 1999 et en 2000. La partie III de l'Accord sur les ADPIC serait intégralement mise en œuvre au plus tard à la fin de 2002.

108. L'Oman a communiqué au Groupe de travail, sous la cote WT/ACC/OMN/11, un tour d'horizon (reproduit au tableau 3) de sa législation de la propriété intellectuelle, ainsi que des travaux en cours et des activités prévues en cette matière. Après examen de ce document, certains membres ont exprimé des réticences à propos du calendrier de mise en œuvre de l'Accord sur les ADPIC proposé par le Sultanat. À leur avis, il était à la fois possible et souhaitable que l'Oman se conforme aux dispositions de cet accord à compter de son accession, sans période de transition.

POLITIQUES AFFECTANT LE COMMERCE DES SERVICES

[Les engagements initiaux relatifs au commerce des services font l'objet du document WT/ACC/SPEC/OMN/4, en date du 24 octobre 1997; des renseignements complémentaires concernant cette offre ont été communiqués sous la cote WT/ACC/SPEC/OMN/4/Add.1 le 25 mars 1998. L'Oman a aussi présenté, en mars 1998, un document sur ses politiques affectant le commerce des services (WT/ACC/OMN/8).]

109. Le représentant de l'Oman a déclaré que le Ministère du commerce était chargé des questions touchant la plupart des services fournis aux entreprises et des services professionnels, ainsi que les services d'assurance, d'ingénierie et relatifs au tourisme et aux voyages, et que les questions se rapportant à la présence commerciale et à l'investissement étranger dans les entreprises de services étaient aussi de son ressort. Les autres organismes ayant des attributions liées aux services étaient les suivants: la Banque centrale et le Ministère des finances (services financiers), le Ministère des postes, télégraphes et téléphones (services de télécommunication), le Ministère des communications (services de transport aérien, ferroviaire, routier et maritime), le Ministère de la santé (services médicaux), le Ministère de l'éducation (services d'éducation) et le Ministère des affaires sociales et du travail (mouvement des personnes physiques). Les principales lois régissant le secteur des services étaient la Loi sur les banques, la Loi sur les assurances, la Loi sur l'organisation des cabinets d'ingénieurs-conseils et la Loi sur les bureaux de représentation.

110. L'Oman n'appliquait pas de restrictions aux transferts et paiements internationaux concernant les transactions courantes ayant un rapport avec les services ni aux transactions en capital entre résidents et non-résidents, pas plus qu'il n'avait institué de programmes d'aide spéciale, de concours

financier, de subventionnement, d'incitation fiscale ou de promotion affectant directement le commerce des services. Le Sultanat n'appliquait pas non plus de mesures de sauvegarde spécifiques au commerce des services. Il n'y avait pas de limitations concernant le nombre de fournisseurs étrangers de services, la valeur totale des transactions ou avoirs en rapport avec les services, le nombre total d'opérations de services ou la quantité totale de services produits, sauf dans les secteurs réservés à l'État. Celui-ci était le fournisseur exclusif de services de transport aérien, de radio et de télévision, postaux et de télécommunication de base, ainsi que de services publics tels que la distribution d'eau et l'électricité.

111. L'Oman n'appliquait pas de restrictions à la fourniture transfrontières ni à la consommation à l'étranger, mais tous les services fournis aux entreprises étaient assujettis à des limitations touchant la présence commerciale (participation étrangère maximale de 65 pour cent) et le mouvement des personnes physiques. Le traitement NPF était appliqué aux fournisseurs de services de tous les pays, sauf aux entreprises des membres du CCG, qui étaient traitées sur un pied d'égalité avec les entreprises omanaises. C'est le Ministère des affaires sociales, du travail et de la formation professionnelle qui délivrait des permis de travail aux ressortissants étrangers. La Loi de 1973 sur le travail disposait que les employeurs devaient accorder la priorité aux postulants omanais. Le Ministère des affaires sociales, du travail et de la formation professionnelle avait fixé des objectifs d'indigénisation pour la fin de 1997 dans certains secteurs de services, notamment: la banque (85 pour cent); les transports, l'entreposage et les communications (60 pour cent); la finance, l'assurance et l'immobilier (45 pour cent); l'hôtellerie et la restauration (30 pour cent); le commerce de gros et de détail (20 pour cent); et les services de construction (15 pour cent). Des permis de travail pour ressortissants étrangers étaient délivrés aux entreprises pouvant faire état de progrès satisfaisants par rapport aux objectifs d'indigénisation. Un travailleur étranger devait aussi obtenir un permis de résidence de la Police royale d'Oman.

112. La Banque centrale d'Oman avait fixé des conditions à l'ouverture de succursales de banque dans sa Circulaire BM/748 du 8 janvier 1995. Une banque pouvait ouvrir sans restrictions jusqu'à quatre succursales dans le gouvernorat de Mascate. Elle était autorisée à dépasser ce nombre à condition d'ouvrir aussi une succursale dans une ville dépourvue de banque ou ne disposant que d'une seule succursale. Ces conditions s'appliquaient aux banques omanaises comme aux étrangères. Les nouveaux venus sur le marché omanais de l'assurance devaient se constituer en sociétés anonymes à participation omanaise d'au moins 51 pour cent. Les entreprises étrangères étaient autorisées à exercer des activités de courtage, de placement et de gestion de valeurs à condition de détenir une licence de la Bourse des valeurs de Mascate. Celle-ci délivrait les licences dans les deux mois suivant la réception d'un formulaire de demande dûment rempli. Il n'était fait droit qu'aux demandes de

sociétés commerciales limitant leur activité aux commerce des valeurs mobilières. On avait en outre fixé des conditions touchant le capital du demandeur, la compétence et l'expérience de ses cadres, et les antécédents (casier judiciaire ou procédures de faillite) de ses membres fondateurs et administrateurs. Aucune maison étrangère de courtage de valeurs n'avait jusqu'à maintenant obtenu de licence. Les maisons étrangères pouvaient être agréées par la Bourse en formant des coentreprises avec des sociétés omanaises.

113. Les juristes étrangers n'étaient habilités à fournir des services juridiques dans le Sultanat qu'à condition de former une coentreprise avec un cabinet omanais. La participation étrangère dans la coentreprise était plafonnée à 49 pour cent. Un juriste étranger était autorisé à fournir tous les services juridiques concernant la pratique du droit de son pays et du droit international, mais ne pouvait plaider devant les tribunaux omanais.

114. À la question de savoir si le CCG pouvait être considéré comme une zone de libre-échange au plein sens du terme relativement aux services, le représentant de l'Oman a répondu que les pays du CCG étaient en train d'adopter et de mettre en œuvre certains des éléments essentiels caractérisant un marché commun. L'Oman mettait en application l'article 8 de l'Accord d'union économique du CCG de manière progressive. Il avait jusqu'à maintenant octroyé aux ressortissants des pays du CCG la liberté de mouvement et d'emploi sur son territoire (Résolution ministérielle n° 33/97 du Ministère de l'économie nationale, en date du 5 juillet 1997), ainsi que la faculté d'y exercer des activités économiques dans les domaines suivants: fourniture de services de santé (Résolution ministérielle n° 18/95 du Ministère de la santé, en date du 5 mai 1995); fourniture de services d'éducation (Résolution ministérielle n° 24/96 du Ministère de l'éducation, en date du 11 février 1996); création d'établissements privés de formation professionnelle (Résolution n° 313/96 de l'Administration de la formation professionnelle, en date du 21 juillet 1996); et création de crèches privées (Résolution ministérielle n° 99/96 du Ministère des affaires sociales, du travail et de la formation professionnelle, en date du 29 septembre 1996). Les secteurs de l'assurance, du transport (routier, maritime et aérien) et de la représentation commerciale n'étaient pas encore ouverts.

[partie à compléter]

Transparence

[partie à rédiger]

ACCORDS COMMERCIAUX

115. Le représentant de l'Oman a dit que le Sultanat était lié par des accords commerciaux et économiques bilatéraux avec de nombreux pays, arabes et autres. Ces accords, à caractère général et non contraignant, étaient fondés sur le principe du traitement NPF. L'Oman n'était pas signataire de la Convention visant à faciliter et développer les échanges commerciaux entre les États arabes, mais il s'était associé à la décision du 19 février 1997 de la Ligue arabe, prévoyant l'établissement d'une zone arabe de libre-échange dans les dix ans à compter du 1^{er} janvier 1998. Le Sultanat avait commencé à réduire ses taux de droits par rapport aux autres pays arabes participants, conformément à cette décision.

116. Le Sultanat d'Oman s'était joint à l'Arabie saoudite, à Bahreïn, au Koweït, au Qatar et aux Émirats arabes unis pour former le Conseil de coopération du Golfe. Les membres du CCG avaient signé un Accord d'union économique en novembre 1981 et établi une zone de libre-échange en 1983. L'Accord instituant la zone de libre-échange du CCG avait fait l'objet en 1982 d'une notification du Koweït au GATT.

117. Les marchandises originaires de l'un ou l'autre des membres du CCG étaient exemptes de droits et d'autres restrictions dans tous ces pays. L'Accord d'union économique encourageait la création de coentreprises et avait pour objectifs l'harmonisation des plans de développement, l'élaboration d'une politique commune en matière d'investissement, la coordination des politiques financières et monétaires et l'intégration des marchés du travail. Les négociations relatives à l'établissement d'un tarif extérieur commun étaient avancées, mais le représentant de l'Oman ne pouvait pour l'instant préciser quand elles seraient achevées. L'article 8 de l'Accord d'union économique, qui stipulait que les pays membres devaient convenir de règles assurant le traitement national aux ressortissants des autres parties contractantes sous le rapport du droit de propriété et de la liberté de mouvement, de travail, de résidence et d'activité économique, concernait aussi les activités liées aux services, mais n'instituait pas, à son avis, une zone de libre-échange au plein sens du terme quant aux services.

118. À propos de l'Accord d'union économique du CCG, un membre a rappelé que l'article XXIV du GATT stipulait que l'établissement d'une union douanière ou d'une zone de libre-échange devait avoir pour objet de faciliter le commerce entre les territoires constitutifs et non d'opposer des obstacles au commerce d'autres parties contractantes avec ces territoires, et que le même article disposait aussi que les unions douanières et les zones de libre-échange devaient avoir pour conséquence l'élimination des droits de douane et autres réglementations commerciales restrictives pour l'essentiel des échanges commerciaux.

119. Le représentant de l'Oman a déclaré que son gouvernement se conformerait aux stipulations de l'article XXIV du GATT de 1994 et de l'article V de l'AGCS dans ses accords commerciaux et ferait en sorte de remplir, à compter de son accession, les obligations de notification, de consultation et autres prévues par ces Accords de l'OMC relativement aux zones de libre-échange et unions douanières dont le Sultanat était membre. [Le Groupe de travail a pris note de ces engagements.]

[À COMPLÉTER]

ANNEXES

[partie à compléter]

ANNEXE 1

Lois, règlements et autres textes communiqués au Groupe de travail
par le Sultanat d'Oman

- Éléments fondamentaux et principaux indicateurs du cinquième Plan quinquennal (1996-2000);
- Lois omanaises sur les sociétés commerciales (Ministère du commerce et de l'industrie);
- Décret royal n° 55/90 du 18 Dhu al-Hijja 1410 A.H. (11 juillet 1990): Loi sur le commerce;
- Décret royal n° 102/94 du 11 Jumada 1, 1415 A.H. (16 octobre 1994): Loi sur l'investissement étranger;
- Décret de 1978 régissant les douanes (Direction générale des douanes, Police royale d'Oman);
- Guide de l'aide financière au secteur privé dans les domaines de l'industrie et du tourisme (Direction générale de l'industrie, Ministère du commerce et de l'industrie);
- Décret royal n° 1/79 du 4 janvier 1979: Loi sur l'organisation et la promotion de l'industrie;
- Décret royal n° 39/96 du 20 octobre 1976, portant création de la Direction générale des spécifications et mesures (DGSM);
- Décret royal n° 1/78 du 3 janvier 1978 sur la compétence de la Direction générale des spécifications et mesures (DGSM);
- Code de pratique pour l'élaboration, l'adoption et l'application des normes;
- Décret royal n° 74/90 du 29 septembre 1990 sur l'étalonnage des instruments de mesure;
- Liste des pesticides prohibés;
- Directoire du traitement préférentiel accordé aux industries nationales – Marchés publics;
- Décret royal n° 47/96 du 21 Moharram 1417 A.H. (8 juin 1996), promulguant la Loi sur le droit d'auteur;
- Décret royal n° 86/87 du 12 Safar 1408 H. (5 octobre 1987): Loi sur les marques de fabrique ou de commerce;
- Règlement sur les brevets du Conseil de coopération du Golfe (1993), Secrétariat général du Conseil de coopération du Golfe;
- Loi de 1974 sur les banques;
- Décret royal n° 12/79 du 22 Rabi al-Thani 1399 A.H. (21 mars 1979): Loi sur les assurances;
- Décret royal n° 53/88 du 6 Zu Qaida 1408 H. (21 juin 1988): Loi sur la Bourse des valeurs de Mascate; et
- Décret royal n° 120/94 du 7 Rajab 1415 (1994): Loi sur l'organisation des cabinets d'ingénieurs-conseils.

Tableau 1: Redevances et impositions pour services rendus par la Société des services portuaires

(En rials omani)		
a) Frais de manutention à quai et d'entreposage		
i)	Marchandises diverses, y compris marchandises en sac, exception faite des produits alimentaires, médicaments, et aliments pour animaux	1,500 par tonne de fret (la tonne de fret est calculée en fonction du poids ou des mesures, le montant le plus élevé étant retenu)
ii)	Produits alimentaires, médicaments, et aliments pour animaux	1,000 par tonne de fret
iii)	Barres, tuyaux, tubes, barres en U, filets, poutrelles, feuilles et profilés en fer et acier	2,000 par tonne de fret
iv)	Contreplaqué, carton dur, carton gris, panneaux-blocs, panneaux laminés et autres produits ligneux laminés du même type, en caisses	2,000 par tonne de fret
v)	Contreplaqué en vrac	3,000 par tonne de fret
vi)	Bois d'œuvre emballé	2,000 par tonne de fret
vii)	Bois d'œuvre en vrac	3,000 par tonne de fret
viii)	Véhicules, matériel mécanique, remorques et caravanes décaissés:	
	- de moins de 2,5 tonnes, par unité	10,000
	- de 2,5 à 5 tonnes, par unité	20,000
	- de 5 tonnes et plus, par unité	25,000
ix)	Engins de levage lourds (5 tonnes et plus, à l'exclusion des véhicules et du matériel mécanique)	2,000 par tonne de fret
x)	Ciment et chaux hydratée, en sac	1,200 par tonne de fret
b) Surestaries (marchandises importées et exportées)		
i)	Dix premiers jours après décharge définitive ou avant chargement – pour les marchandises générales, les produits alimentaires, les médicaments, les produits en fer et en acier, le bois et le contreplaqué	Gratuit
ii)	Sept premiers jours après décharge définitive ou avant chargement – pour les marchandises autres que celles énumérées en i) ci-dessus	Gratuit
iii)	Pour les 21 jours suivant la période de grâce:	
	- Marchandises générales, produits alimentaires, médicaments, produits en fer et en acier, bois et contreplaqué	0,300 par tonne de fret
	- Véhicules, matériel mécanique, remorques et caravanes décaissés:	
	- de moins de 5 tonnes, par unité	4,900
	- de 5 tonnes et plus, par unité	9,900
	- Ciment et chaux hydratée en sac	0,200 par tonne de fret

(En rials omani)		
iv)	Après 21 jours de grâce:	
	- Marchandises générales, produits alimentaires, médicaments, produits en fer et en acier, bois et contreplaqué	1,200 par tonne de fret
	- Véhicules, matériel mécanique, remorques et caravanes décaissés:	
	- de moins de 5 tonnes, par unité	15,000
	- de 5 tonnes et plus, par unité	30,000
	- Ciment et chaux hydratée en sac	1,000 par tonne de fret

Tableau 2: Liste des produits prohibés ou soumis à restrictions à l'importation, selon l'annexe 1 de la Loi sur les douanes

Position du SH	Désignation	Justification au regard de l'OMC
9301	Armes et munitions - Seuls le Ministère de la défense, la Police royale d'Oman (PRO) et les personnes en ayant reçu l'autorisation de la PRO sont habilités à importer armes et munitions.	Articles XX b) et XXI du GATT de 1994
9501	Les armes-jouets et autres instruments que l'Inspecteur général des douanes juge facilement transformables en armes mortelles sont prohibés à l'importation, sauf autorisation préalable de la PRO et à la condition qu'ils ne soient pas transformés en armes mortelles.	Article XX b) du GATT de 1994
3601	Les feux d'artifice et explosifs qui renferment une quantité de substances explosives jugée dangereuse par l'Inspecteur général des douanes ne peuvent être importés qu'avec l'autorisation de la PRO.	Articles XX b) et XXI b) i) du GATT de 1994
2208 2203	Boissons alcooliques et bières - Peuvent être importées par les importateurs enregistrés dans les limites des permis délivrés par la PRO.	Article XX a) du GATT de 1994
8526	Postes émetteurs-récepteurs et postes de TSF - Peuvent être importés sous réserve de l'autorisation préalable de l'Organisation générale des télécommunications.	Articles XX b) et XXI du GATT de 1994
4911	Pornographie - Prohibée à l'importation.	Article XX a) du GATT de 1994
4902	Journaux, brochures, avis, livres ou photographies à contenu séditionnel - Prohibés à l'importation.	Article XXI du GATT de 1994
4911	Reçus, duplicatas ou documents analogues en blanc ou incomplets - Prohibés à l'importation.	Article XX d) du GATT de 1994
7118	Papier-monnaie ou monnaies contrefaites - Prohibés à l'importation.	Article XX d) du GATT de 1994
5907	Textiles de couleur ou de soie ou autres textiles ornés de motifs imprimés représentant du papier-monnaie, des billets à ordre ou des titres du Sultanat d'Oman ou d'un autre État - Prohibés à l'importation	Article XX d) du GATT de 1994
9307	Armes blanches ou autres instruments conçus ou fabriqués d'une manière qui dissimule leur nature véritable et la possibilité de les utiliser ou de les transformer en couteaux, en sabres ou autres instruments capables de blesser - Prohibés à l'importation.	Article XXI du GATT de 1994
6602	Bâtons, fusils et toutes armes à feu conçues de manière à dissimuler leur nature véritable - Prohibés à l'importation.	Articles XX b), XX d) et XXI du GATT de 1994
1302	Drogues, substances, articles ou préparations déclarés nocifs par la Conférence internationale sur l'opium et les drogues - Prohibés à l'importation.	Article XX b) du GATT de 1994
1302	Le chanvre, ses feuilles, ses fleurs, ses graines, ses tiges et ses sous-produits - Prohibés à l'importation.	Article XX b) du GATT de 1994

Position du SH	<u>Désignation</u>	Justification au regard de l'OMC
1302	Opium brut ou transformé - Prohibé à l'importation.	Article XX b) du GATT de 1994
1302	La marguerite, ses feuilles, ses fleurs, ses tiges, ses graines ou ses sous-produits - Prohibés à l'importation.	Article XX b) du GATT de 1994

Note:

Il n'est pas perçu de surtaxe pour heures supplémentaires au titre de la livraison de marchandises ou de la réception de marchandises d'exportation après les heures normales de travail, à condition que soit donné un préavis de 24 heures.

Si un préavis de 24 heures n'est pas donné, les heures supplémentaires sont taxées au taux de 0,500 rial omani par heure-personne ou fraction d'heure-personne, un minimum de deux heures étant porté au compte.

Tableau 3: Législation omanaise de la propriété intellectuelle en septembre 1998

N°	Domaine des ADPIC	Situation actuelle et programme en cours	Programme futur
1	Marques de fabrique ou de commerce	<p>La Loi sur les marques de fabrique ou de commerce est entrée en vigueur en 1987.</p> <p>Les concordances et divergences entre la loi existante et les dispositions de l'Accord sur les ADPIC ont été recensées.</p> <p>Un projet de modification de la loi, préparé en consultation avec l'OMPI, fait actuellement l'objet d'un examen.</p>	<p>Les amendements de la Loi sur les marques de fabrique ou de commerce seront promulgués en juin 1999 au plus tard, afin de rendre ladite loi pleinement conforme aux dispositions de l'Accord sur les ADPIC.</p>
2	Droit d'auteur et droits connexes	<p>La Loi sur le droit d'auteur est entrée en vigueur en 1996.</p> <p>Les concordances et divergences entre la loi existante et les dispositions de l'Accord sur les ADPIC ont été recensées.</p> <p>Un projet de modification de la loi, préparé en consultation avec l'OMPI, fait actuellement l'objet d'un examen.</p>	<p>Les amendements de la Loi sur le droit d'auteur seront promulgués en juin 1999 au plus tard, afin de rendre ladite loi pleinement conforme aux dispositions de l'Accord sur les ADPIC.</p>
3	Brevets	<p>Le régime de brevets unifié du CCG est déjà en vigueur et l'Oman s'y conforme.</p> <p>L'OMPI a mené une étude sur la conformité du régime de brevets unifié avec les dispositions de l'Accord sur les ADPIC.</p> <p>Une version modifiée du document a été élaborée et envoyée à l'OMPI pour observations.</p> <p>Des fonctionnaires du CCG se réuniront fin septembre 1998 pour mener à terme la révision du régime de brevets unifié.</p>	<p>Un décret ministériel sera pris en juin 1999 au plus tard en vue de l'adoption du régime de brevets unifié du CCG en tant que Loi omanaise sur les brevets.</p>
4	Indications géographiques	<p>Aucune loi sur les indications géographiques de l'origine n'existe actuellement.</p> <p>Un projet de complément à la Loi sur les marques de fabrique ou de commerce a été élaboré en consultation avec l'OMPI.</p>	<p>La Loi sur les marques de fabrique ou de commerce révisée inclura une disposition sur les indications géographiques et sera promulguée en juin 1999 au plus tard.</p>
5	Dessins et modèles industriels	<p>Aucune loi sur les dessins et modèles industriels n'existe actuellement.</p> <p>Un projet de loi élaboré par l'OMPI fait actuellement l'objet d'un examen.</p>	<p>Une loi sur les dessins et modèles industriels conforme aux dispositions de l'Accord sur les ADPIC sera promulguée en juin 1999 au plus tard.</p>
6	Variétés végétales	<p>Aucune loi n'existe actuellement.</p> <p>Un projet de loi sera élaboré en consultation avec l'OMPI.</p>	<p>Une nouvelle loi sur la protection des variétés végétales sera promulguée en septembre 1999 au plus tard.</p>

N°	Domaine des ADPIC	Situation actuelle et programme en cours	Programme futur
7	Schémas de configuration de circuits intégrés	Aucune loi n'existe actuellement. L'OMPI est invitée à proposer un projet de loi.	Le projet de loi qui aura été reçu de l'OMPI sera examiné. Une nouvelle loi sera promulguée en (décembre 1999) au plus tard.
8	Secrets commerciaux	Aucune loi n'existe actuellement sur les secrets commerciaux. La question est à l'étude.	Un projet de loi sera élaboré en consultation avec l'OMPI. Après examen du projet de loi, une nouvelle loi sera promulguée en septembre 1999 au plus tard.
9	Abus de pratiques anticoncurrentielles	Aucune loi n'existe actuellement. La question est à l'étude, en consultation avec l'OMPI.	Une nouvelle loi sera promulguée en septembre 1999 au plus tard.
10	Répression	La Loi sur les marques de fabrique ou de commerce et la Loi sur le droit d'auteur existantes contiennent des dispositions relatives aux sanctions applicables en cas de violation de ces deux lois. Emprisonnement jusqu'à trois ans et amende n'excédant pas 500 rials omani en cas de violation de la Loi sur les marques de fabrique ou de commerce. Des dispositions prévoient également des mesures pour empêcher les importations et la circulation des marchandises de contrefaçon, ainsi que leur confiscation et leur destruction. Emprisonnement pendant une période de deux ans et amende n'excédant pas 2 000 rials omani en cas de piratage portant atteinte à un droit d'auteur. Renforcement de la répression du piratage de cassettes vidéo par l'organisation de perquisitions et la fermeture d'établissements.	Les amendements apportés aux Codes civil et pénal ainsi qu'à la Loi douanière seront promulgués en 2001 au plus tard conformément aux articles 41 à 61 de l'Accord sur les ADPIC. Le personnel chargé de l'administration et de l'application des lois sur la propriété intellectuelle bénéficiera d'une formation en 1999 et 2000. Une mise en œuvre plus complète de la troisième partie de l'Accord sur les ADPIC sera assurée à la fin 2002 au plus tard.